

REVIREMENT ESPAGNOL SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

LE PARTI CIUDADANOS QUALIFIE SANCHEZ DE "DANGER PUBLIC"

Page 16

EXAMEN DE FIN DE CYCLE
PRIMAIRE (5^e)

LE VIRAGE À 360° DE BELABED

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4526 | Lundi 13 juin 2022 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

ÉLECTION DU NOUVEAU
PRÉSIDENT DE LA FAF

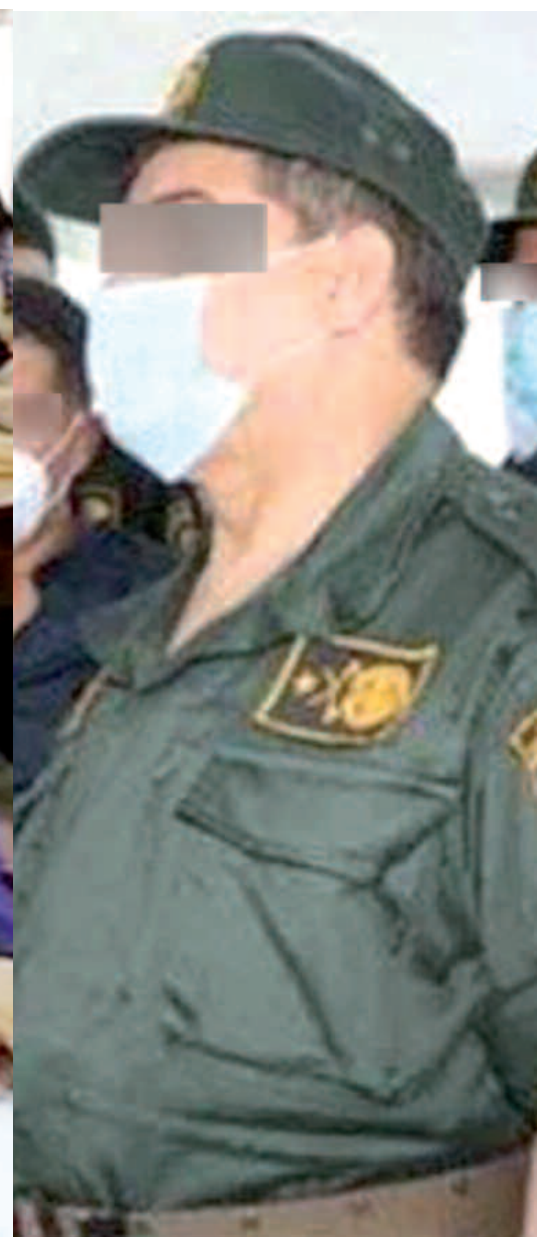
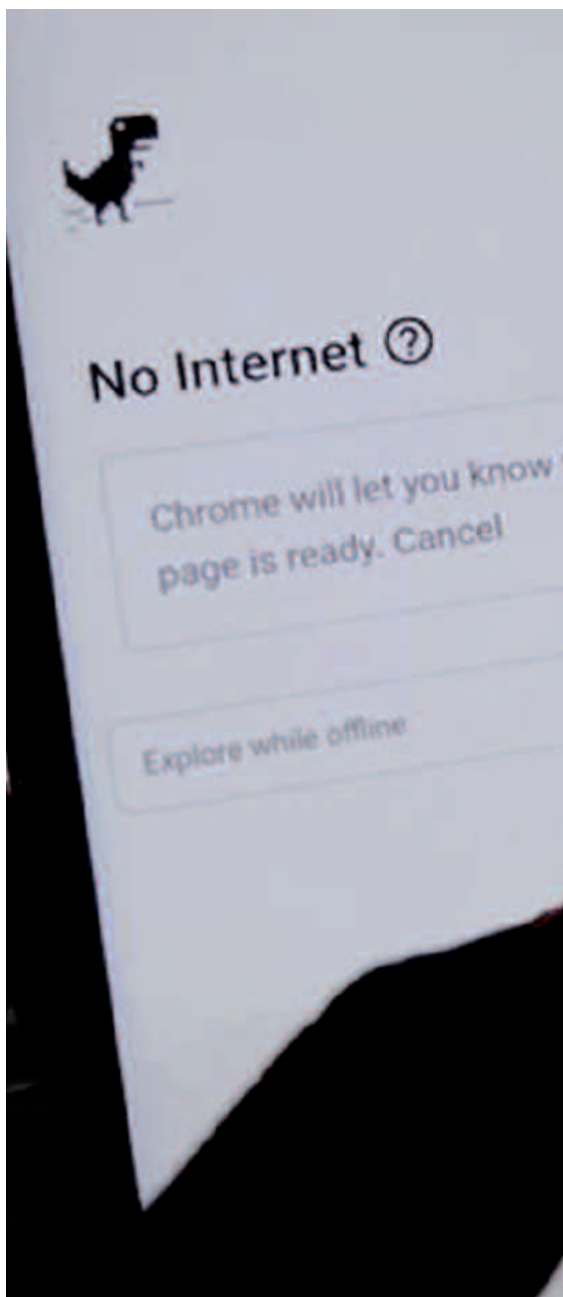
SAÂDANE S'IMPLIQUE

Page 16

LES ÉPREUVES ONT DÉBUTÉ HIER

LE BAC SOUS HAUTE SURVEILLANCE SÉCURITAIRE

Page 2



■ REPRISE DES AFFRONTEMENTS EN LIBYE

ALGER EXPRIME SA PRÉOCCUPATION

Page 3

■ VOLS PARIS - ALGER

VERS DES ANNULATIONS DÉBUT JUILLET ?

Page 5

■ CENTRE ET OUEST DU PAYS

DES TEMPÉRATURES CANICULAIRES ATTENDUES

Page 16

CRISE AVEC L'ESPAGNE L'ALGÉRIE DÉNONCE LE PARTI PRIS DE L'UE

Page 3



LES ÉPREUVES ONT DÉBUTÉ HIER

Le Bac sous haute surveillance sécuritaire

Blocage des réseaux sociaux et des applications de messagerie installées, perturbation d'Internet, déploiement de forces de police et de gendarmerie, installation de cellules de veille au niveau des cours de justice...

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Les épreuves du Bac 2022, qui ont commencé hier 12 juin en Algérie, se déroulent sous haute surveillance sécuritaire.

Plus de 700.000 candidats ont commencé dimanche les examens du Bac, ce précieux diplôme qui ouvre les portes des études supérieures aux lauréats. Depuis quelques années, cet examen se déroule dans un contexte de tensions sur fond d'inquiétudes d'une fraude massive qui entacherait davantage l'image et la réputation du Bac algérien, dont la valeur ne cesse de décliner en raison de la détérioration de la qualité de l'enseignement dans les écoles et les lycées du pays. Mais les autorités ne semblent avoir qu'une seule obsession: empêcher par tous les moyens la fraude.

Internet de nouveau perturbé en Algérie

Pour la sixième année consécutive, l'Algérie est privée d'Internet pour cause de Bac. Les épreuves de l'examen de fin du cycle secondaire ont démarré ce dimanche 12 juin et les principaux services de messagerie et les réseaux sociaux étaient inaccessibles dès la matinée. La promesse de ne pas bloquer la connexion cette année n'a pas été tenue. Même la connexion filaire a été perturbée. La mesure a été prise pour éviter la triche. L'avènement d'Internet et des réseaux sociaux fait craindre aux autorités une fraude massive et une fuite des sujets à grande échelle. Depuis quelques années, l'obsession de lutter contre la triche a pris



Les réseaux sociaux et les messageries inaccessibles

le dessus sur le reste, bien que les épisodes de grande fuite des sujets ne soient pas très fréquents.

Le plus mémorable est celui de 1992. À l'époque, ni Internet ni la téléphonie mobile et ses terminaux n'existaient pas encore mais l'examen a dû être refait à cause de l'ampleur de la fraude. D'où les critiques qui ciblent les mesures actuelles de blocage de la connexion.

Le scénario de 1992 est la preuve que les méthodes "classiques" de triche peuvent être aussi, sinon plus, dévastatrices que ce que permettent aujourd'hui les nouvelles technologies.

De plus, des techniques existent pour limiter les vellétés de fraude, ou même les annihiler, comme l'interdiction des terminaux dans les salles d'examen et le brouillage du réseau dans les environs le temps que durent les épreuves. Mais c'est, semble-t-il, le "risque zéro" qui est recherché, un objectif pas évident à atteindre ni dans les examens scolaires ni dans d'autres domaines.

L'Algérie a aussi durci sa législation en la matière. Un amendement du code pénal effectué en 2020 prévoit des peines de prison allant jusqu'à 10 ans pour toute tentative de fraude ou de fuite des sujets, et jusqu'à 15 ans si la fuite cause l'annulation partielle ou totale de l'examen.

Pour cette année, si l'Internet n'est pas fortement perturbé comme cela été le cas en 2021, les réseaux sociaux sont inaccessibles depuis le début des examens. Les messageries instantanées comme WhatsApp, Messenger, Signal et autres sont également en panne. L'objectif est d'empêcher les fraudeurs d'utiliser les réseaux sociaux et les messageries pour diffuser les sujets ou envoyer des réponses aux candidats via les applications de messagerie instantanées.

En visite le 6 juin à Tougourt, le ministre de l'Éducation nationale Abdelhakim Belabed a assuré qu'il n'y aurait pas de coupure d'Internet durant la semaine du Bac en Algérie. "Personne n'a évoqué la coupure de l'Internet", a-t-il dit.

Dispositif de surveillance renforcée

Cette année, en plus du dispositif sécuritaire et technologique déployé pour surveiller les centres d'examen et couper les réseaux sociaux, le gouvernement a ajouté une couche supplémentaire pour muscler la lutte contre la fraude.

Le 2 juin, le ministère de la Justice a demandé aux procureurs généraux d'ins-

taller au niveau de chaque cour de justice une cellule de veille et de suivi. Au niveau de chaque wilaya, la cellule est présidée par le procureur général et compte comme membres le directeur de l'Éducation, le chef de sûreté de wilaya, le commandant du groupement de gendarmerie, le chef du service territorial de la sécurité intérieure et "tous ceux qui ont un rapport avec la question".

La composante de cellule renseigne sur le traitement sécuritaire de la fraude au Bac en Algérie et la volonté des autorités de lutter contre ce phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières années, avec l'avènement de l'internet et des réseaux sociaux. Pour un candidat, il suffit de disposer d'un smartphone pour pouvoir communiquer avec l'extérieur et recevoir les réponses aux sujets du Bac.

"Les membres de cette cellule ont tous les pouvoirs et compétences pour prendre des mesures contre les fraudeurs", a déclaré le ministre à la chaîne 3 de la Radio algérienne, ce dimanche.

En avril 2020, le code pénal a été amendé pour durcir les sanctions contre les fraudeurs aux BEM et au Bac. Ces derniers risquent jusqu'à 10 ans de prison ferme et des amendes pouvant atteindre un million de dinars.

R. R.

APN Reprise des travaux consacrés au débat

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra, aujourd'hui lundi, ses travaux en séances plénières pour présenter et débattre jusqu'au mercredi prochain, trois projets de loi relatifs aux relations de travail, aux règles générales applicables aux zones franches, et à la gestion, la protection et le développement des espaces verts.

La chambre basse du Parlement reprendra ses travaux, lundi, en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi 90-11 relatif aux relations de travail, indique dimanche un communiqué de l'APN.

L'APN poursuivra ses travaux mardi en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi définissant les règles générales applicables aux zones franches.

La plénière de mercredi sera consacrée à la présentation et au débat du projet de loi modifiant et complétant la loi 07-06 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts.

R. N.

DANS LE DOMAINE SÉCURITAIRE Le Tchad veut bénéficier de l'expérience algérienne

PAR RAYAN NASSIM

Le ministre tchadien de la Sécurité publique et de l'Immigration, Idriss Dokony Adker, a fait part, hier à Alger, de la volonté de son pays de bénéficier de l'expérience algérienne dans le domaine sécuritaire. S'exprimant à l'issue d'un entretien avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, le ministre tchadien a indiqué que sa visite en Algérie s'inscrit dans le cadre de la coopération dans le domaine sécuritaire, soulignant la volonté de son pays de bénéficier de l'expérience acquise par l'Algérie en la matière. Il a expliqué que sa visite a pour objectif de "discuter et d'échanger les expériences" avec l'Algérie qui, a-t-il dit, a su faire face à des "situa-

tions difficiles notamment dans les années 90". Relevant que le Tchad "traverse une période transitoire suite au décès de son chef de l'État", Dokony Adker a fait observer que "dans des moments difficiles, il va de soi de solliciter l'aide de la part de pays amis et proches".

Le Tchad, qui "traverse une période transitoire après le décès du chef de l'État, s'attelle à mettre en place un Conseil militaire de transition dont les objectifs consistent à assurer la sécurité du pays", ce qui nous a amené, a-t-il dit, à solliciter l'aide de l'Algérie, forte d'une expérience "inégalée" en matière sécuritaire.

Il a expliqué que le Conseil militaire de transition planche sur "quatre axes, à savoir la mise en place d'un gouvernement civil, une Charte, l'organisation d'un dialogue national inclusif et enfin la tenue

d'élections libres et transparentes", soulignant que "cela implique la mise en place d'un système sécuritaire intérieur".

Ainsi, je voudrai, à "travers cette visite, voir dans quelle condition le ministère de l'Intérieur algérien puisse nous accompagner pour concrétiser l'ensemble de ces démarches", a-t-il ajouté.

De son côté, Beldjoud a indiqué avoir évoqué avec le ministre tchadien l'expérience algérienne dans le domaine sécuritaire depuis les années 90, précisant que "Dokony Adker tient à s'inspirer de l'exemple de l'Algérie dans ce domaine". Qualifiant les relations algéro-tchadiennes de "privilegiées", Beldjoud a affirmé que les deux pays ont convenu de "relancer les accords signés entre les secteurs de l'Intérieur des deux pays en 2016".

R. N.

CRISE AVEC L'ESPAGNE

L'Algérie dénonce le "parti pris" de l'UE

La crise entre Alger et Madrid prend de nouvelles proportions, avec l'implication de Bruxelles qui a réagi, à deux reprises, à la décision de l'Algérie de suspendre le Traité d'amitié avec l'Espagne.

PAR LAKHDARI BRAHIM

J eudi, une porte-parole de l'Union européenne a jugé la situation "préoccupante" et a appelé l'Algérie à "revenir sur sa décision" et vendredi, deux hauts responsables de l'UE ont clairement mis en garde le gouvernement algérien allant jusqu'à brandir la menace de représailles.

Après avoir réagi une première fois par l'intermédiaire de son ambassade à Bruxelles vendredi, l'Algérie a réagi une deuxième fois ce samedi 11 juin via le ministère des Affaires étrangères, pour répondre à l'Union européenne.

"L'Algérie déplore et rejette les déclarations hâtives et infondées faites hier au nom de l'Union européenne à la suite de la décision souveraine prise par l'Algérie de suspendre le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération la liant à l'Espagne", a dénoncé le département de Ramtane Lamamra dans un communiqué. La "précipitation et le parti-pris de ces déclarations mettent en évidence le caractère inapproprié de leur contenu, s'agissant d'un désaccord politique avec un pays européen de nature bilatérale n'ayant aucune incidence sur les engagements de l'Algérie à l'égard de l'Union européenne et ne nécessitant par voie de conséquence nullement le déclenchement d'une quelconque consultation européenne aux fins de réaction collective", a ajouté le communiqué.

L'Algérie a rappelé que la décision de suspendre le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération répond à des "considérations légitimes, qui tiennent pour l'essentiel à ce que le partenaire se



soit délié d'obligations et de valeurs essentielles inscrites dans ce Traité, prenant ainsi la responsabilité de vider cet instrument juridique de sa substance et de mettre en cause sa pertinence dans les relations entre les deux parties audit traité."

Le département de Ramtane Lamamra rappelle aussi que l'Algérie a "pris soin de préciser publiquement la portée de la mesure conservatoire qu'il a été amené à prendre pour préserver des intérêts suprêmes, d'ordre moral et stratégique, du pays face à des actes attentatoires à l'objet et à la finalité du Traité."

"Intrusion malencontreuse"

Sur la suspension du commerce extérieur entre l'Algérie et l'Espagne qui a soulevé les inquiétudes de Bruxelles, le ministère des Affaires étrangères répond que "d'évidence, la prétendue suspension des relations commerciales et d'investissement avec l'Espagne, étalée dans lesdites déclarations officielles européennes, y est précipitamment invoquée sans aucun fondement, et les instances communautaires européennes ne disposent en l'occurrence

d'aucune base juridique pour établir leur compétence en la matière."

Cette "intrusion malencontreuse est le fait d'une personnalité manifestement com-mise à l'amplification des thèses de sa diplomatie nationale au détriment de la préservation des intérêts bien compris de l'Union européenne au sein de laquelle l'Algérie s'honore de compter de nombreux amis et partenaires fiables et responsables", a déploré le ministère des Affaires étrangères.

Pour l'Algérie, cette "intrusion est d'autant plus douteuse et paradoxale qu'elle prend la consistance d'une vaine tentative de pression sur un pays du Sud jaloux de son indépendance nationale lorsqu'on la compare avec la posture circonspecte de la Commission européenne dans le cas récent d'un contentieux commercial majeur concernant un État-clé de l'Union qui a été amené à rappeler ses ambassadeurs auprès de deux États développés non-européens avec lesquels il était en conflit d'intérêts."

Le département de Lamamra poursuit en affirmant que l'Algérie a "toujours tenu ses engagements" dans le cadre de son

Accord d'association avec l'UE et "s'at-tache légitimement à promouvoir tous les volets pertinents de ce cadre, dans la transparence, en dépit du caractère asy-métrique de la structure des échanges commerciaux entre les deux parties et des déséquilibres empêchant le développe-ment d'un partenariat économique mutuellement avantageux."

L'Algérie qualifie de "fantaisistes et de malveillantes", les insinuations et interro-gations relatives à la question de l'appro-visionnement de l'Espagne en gaz, alors même que le président de la République lui-même a eu à "affirmer solennellement la détermination de la partie algérienne à s'acquitter de ses obligations contrac-tuelles y afférentes".

Au demeurant, "cette question qui concerne des entreprises des deux pays sur des bases strictement commerciales ne se pose nullement dans le contexte des relations énergétiques avec les autres acquéreurs de gaz algérien dans l'espace euro-méditerranéen qui s'acquittent de leurs obligations contractuelles avec la même bonne foi que l'Algérie", conclut le communiqué.

L. B.

FACE AUX ACHARNEMENTS CONTRE L'ALGÉRIE

Hacene Kacimi appelle au renforcement du front interne

"Face aux multiples acharnements, aux niveaux régional et international, contre l'Algérie qui protège ses acquis et défend ses convictions inaliénables, la constitution d'un front interne fort se pose comme une nécessité absolue pour notre stabilité et sécurité".

C'est en ces termes que s'est exprimé Hacène Kacimi, expert des questions géopolitiques, sécuritaires et des migrations, lors de son passage hier matin à l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

"Je le dis avec beaucoup de solennité : l'heure est grave et il existe des acharnements qui se développent tout autour de nous aux niveaux régional et interna-tional", a-t-il insisté.

L'invité de la chaîne 3 fait remarquer que "le président de la République a déjà évoqué, à plusieurs reprises, la mise en place de nombre dispositifs participatifs devant servir de passerelles et des canaux de communication entre gouvernants et gouvernés pour aller vers la construction d'un front interne garantissant notre stabilité et sécurité". Au sujet de l'impératif consensus national, il est aujourd'hui question, selon l'intervenant, de l'institution du Front de sauvegarde et de protection de la patrie. "C'est la main tendue du Président à la nation algérienne (...) qui a fait cet appel après une évaluation exhaustive de la situation régionale et internationale, comme une exigence de sécurité collective". M. Kacimi évoque un communiqué du ministère de l'Intérieur qui, selon lui "est passé presque inaperçu et qui appelle la population à plus de vigi-lance", car cette dernière ne concerne pas uniquement les services de sécurité, mais on parle de "sécurité citoyenne où la population doit s'impliquer de manière effective pour protéger les inté-rêts de la nation".

R. C.

REPRISE DES AFFRONTEMENTS EN LIBYE

L'Algérie exprime sa préoccupation

PAR RACIM NIDAL

L'Algérie suit avec une grande préoccupation les développements de la situation en Libye, suite aux affrontements entre groupes armés qui ont éclaté dans la nuit de vendredi à samedi dans la capitale libyenne Tripoli. Elle met en garde toutes les parties libyennes contre le risque de replonger le pays dans le chaos et le mener au point de non-retour, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "Tout en condamnant le recours à la violence sous toutes ses formes, l'Algérie met en garde toutes les parties libyennes contre le risque de replonger le pays dans le chaos ou le mener au point de non-retour, et les appelle à faire preuve de sagesse et à faire prévaloir le dialogue et la réconciliation en œuvrant à préserver l'accord de cessez-le-feu pour éviter l'effusion du sang des Libyens et protéger leur sécurité et intégrité", lit-on dans le communiqué.

"Ce grave développement qui survient à la veille de la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle mixte au

Caire sous l'égide de l'Onu, constitue en soi un facteur supplémentaire pour réaf-firmer l'impérieuse nécessité d'accélérer la finalisation de l'élaboration des conte-nus de la base constitutionnelle devant permettre au peuple libyen d'exercer son droit souverain à choisir ses dirigeants et ses représentants à travers des élections libres et intègres dans un climat de sécu-rité et de stabilité", conclut le ministère.

Il est à rappeler que le 6 juin passé, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra avait reçu la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'Onu pour la Libye, Stéphanie Williams, qui avait effectué une visite de travail en Algérie.

Au cours de cette rencontre, "les deux parties ont évoqué les développements politiques et sécuritaires en Libye, ainsi que les efforts déployés sous l'égide des Nations unies visant à surmonter les divi-sions actuelles au sein des parties libyennes et aboutir à un consensus sur les conditions politiques, sécuritaires et juridiques pour la tenue d'élections trans-parentes", indique un communiqué du

ministère. Lamamra a renouvelé, à cette occasion, "le soutien de l'Algérie aux efforts des Nations unies dans ce domaine, rappelant sa position de prin-cipe sur la nécessité de redoubler d'efforts pour permettre au peuple libyen d'exercer son droit souverain d'élire ses représen-tants, tel qu'affirmé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à maintes occasions", selon la même source. Le ministre a également souligné "la nécessité d'éviter la multiplicité des processus et des initiatives au détriment des intérêts supérieurs du peuple libyen, des processus n'ayant abouti à aucun résultat si ce n'est que de perturber la médiation onusienne", ajoute le commu-niqué. A l'issue de la rencontre, les deux parties ont "convenu de renforcer les consultations et la coordination, d'autant que le processus onusien connaîtra dans les prochains jours une étape critique qui requiert l'implication et l'engagement de toutes les parties libyennes pour privilé-gier l'intérêt suprême du pays à toute autre considération", conclut le docu-ment.

R. N.

HAUSSE DE LA PRODUCTION DE DATTES

Une bonne saison pour l'export

Les premières récoltes des dattes ont enregistré une hausse de production où près de 50.000 tonnes ont été enregistrées. Les producteurs sont nettement rassurés de cet indice qui va satisfaire le marché.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Selon l'Association des producteurs nationaux de dattes "les indices sont réconfortants quant à l'amélioration de la production dattière avec une hausse de 15 % durant les 4 premiers mois de cette année".

Cela a été amélioré grâce à un plan agricole visant à de nouvelles plantations et en même temps aux récoltes abondantes



de la fin de l'année 2022. Selon la même association "cette année sera exceptionnelle grâce au nouveau plan agricole qui a pour but de produire 1 million de quintaux à l'horizon 2024".

C'est ainsi que les producteurs et ceux

qui possèdent de petites palmeraies ont obtenu une aide substantielle (irrigation, forage de puits et aide pour les nouvelles plantations).

Aussi, les wilayas d'El-Oued et Biskra détiennent les premières places en termes

de couverture de marché. La wilaya de Ghardaïa a également placé 70 % de sa production au niveau du marché national. Il faut retenir et selon les producteurs dattiers que "l'année 2022 verra l'exportation du tiers de la production à l'étranger".

L'association ajoute que "les pays demandeurs de dattes sont actuellement en Asie et en Europe méridionale".

Des pays comme la Malaisie, l'Indonésie et le Vietnam sont les plus indiqués pour goûter la datte algérienne. Il y a également une demande de la part des pays de l'Europe du Nord à l'instar de la Norvège et la Suède qui ont commandé leurs quotas pour cette année.

Bien entendu les autres pays d'Europe sont aussi des consommateurs de la datte algérienne où le stock de 500.000 tonnes a été un record pendant deux ans sauf pendant l'année de la pandémie.

Il faudra attendre la fin de l'année pour voir exactement la production globale et les prochaines destinations de l'exportation du fruit le plus rentable pour l'Algérie.

F. A.

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG

Un simple geste qui sauve des vies

PAR IDIR AMMOUR

A l'instar des autres pays du monde, l'Algérie célèbre demain mardi la Journée mondiale des donneurs de sang, qui coïncide avec le 14 juin de chaque année. Pour cette année, le slogan de la Journée mondiale du donneur de sang s'intitule "Donner son sang: un acte de solidarité. Rejoignez le mouvement et sauvez des vies !".

Ce message met en lumière le rôle que joue le don de sang bénévole en permettant de sauver des vies et de renforcer la solidarité à l'échelle de la communauté. En effet, le besoin en sang est universel, mais l'accès au sang de toutes les personnes qui en ont besoin ne l'est vraiment pas malheureusement. Les pénuries de sang sont particulièrement criantes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Pour ce faire, il est indispensable de disposer d'un programme efficace de donneurs de sang, auquel participe massivement et activement la population, pour répondre aux besoins en transfusion sanguine en temps de paix ainsi que lors des situations d'urgence et de catastrophe, où la demande en sang augmente brusquement et où le fonctionnement normal des services de transfusion sanguine est compromis. Si un contexte socio-culturel propice, mettant l'accent sur la solidarité, facilite la mise en place d'un tel programme, il est généralement admis que les dons de sang contribuent à tisser des liens sociaux et à bâtir une communauté unie. Sur le plan local, les différents organismes, tels que l'Agence nationale du sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang sont toujours au chevet de leur noble mission. Elles ne cessent d'appeler à chaque fois, afin de booster le don de sang et assurer ainsi le plein, alors que malheureusement le nombre de donneurs demeure "insuffisant". La célébration de cette journée est une occasion qui permettra, selon les organismes de sang précités, de lancer encore une fois un appel au don de sang à l'ensemble de la population âgée entre 18 ans à 65 ans. Cet appel a été lancé, conjointement entre l'Agence nationale du sang et la Fédération algérienne des donneurs de sang, à l'ensemble de la population en bonne santé afin de "répondre en masse à l'appel du cœur et offrir un peu de son sang". Ce geste banal, affirme la même source, "rendra l'espoir et le sourire à des gens qui en ont besoin et la meilleure aumône qu'on puisse offrir à un malade à l'occasion de cette journée".

I. A.

PÊCHE AU THON ROUGE

Les conditions fixées par un arrêté ministériel

PAR RIAD EL HADI

La pêche au thon rouge par les navires battant pavillon national est désormais soumise à de nouvelles conditions et modalité à la faveur d'un arrêté ministériel paru au *Journal officiel* numéro 38.

Il s'agit en effet, de l'arrêté du 24 février 2022 fixant les conditions et les modalités de la pêche au thon rouge par les navires battant pavillon national signé par le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Hicham-Sofiane Salaouatchi.

Ledit texte explique que la "pêche au thon rouge est subordonnée à l'obtention d'un permis de pêche délivré par le directeur de la pêche et de l'aquaculture territorialement compétent après la présentation d'un dossier composé de plusieurs pièces".

Une demande écrite de l'armateur précisant la nature de la pêche ciblée, la pêche au thon rouge mort ou la pêche au thon

rouge vivant, les caractéristiques techniques du ou des navire(s) de capture et les moyens utilisés pour la traction des cages de transport du thon rouge vivant ainsi que celles des moyens et des engins de pêche et de traction à utiliser est également exigée.

Pour ce qui est de la participation à la pêche au thon rouge vivant ou mort, "elle est ouverte par des avis d'insertion dans deux quotidiens de la presse nationale (arabe et française) et par voie d'affichage au niveau des administrations des pêches, territorialement compétentes", est-il mentionné dans cet arrêté.

Des conditions minimales sont également requises pour la participation à la campagne de pêche au thon rouge, notamment la jouissance de la nationalité algérienne pour la personne physique ou morale et la possession d'un navire thonier armé et équipé.

Il est requis aussi que la personne physique ou morale sollicitant un permis de

pêche n'ayant pas commis d'infraction en matière de pêche au thon rouge et que le navire thonier n'ayant pas fait l'objet de décision pénale définitive en matière de pêche au thon rouge.

Le dossier pour l'obtention du permis de pêche doit être déposé auprès de l'administration chargée des pêches territorialement compétente, en 2 exemplaires, 3 mois, au moins, avant le début de la campagne.

Dans le cadre du suivi et du contrôle de l'activité de la pêche, les navires thoniers et les remorqueurs doivent être équipés d'une balise de positionnement opérationnelle 5 jours avant le début de la campagne et 5 jours après sa fin.

Le suivi du déroulement de la campagne de pêche au thon rouge est assuré par une cellule créée au niveau de l'administration centrale de la pêche, tandis que le suivi et le contrôle des opérations de pêche au thon rouge à bord de chaque navire sont assurés par deux contrôleurs

observateurs représentant l'administration chargée des pêches et le service national de garde-côtes.

Les armateurs de tous les navires thoniers sont tenus aussi, dans le cadre des dispositions de ce texte, d'embarquer un observateur de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta).

Des obligations du capitaine du navire ont été également fixées par l'arrêté, notamment la communication à l'administration chargée de la pêche et au service national de garde-côtes, un rapport hebdomadaire de capture à transmettre, au plus tard le lundi de chaque semaine.

"Le capitaine de navire thonier doit établir et transmettre aussi, à l'administration chargée de la pêche, un rapport final sur la campagne de pêche dans les 48 heures qui suivent l'entrée du navire thonier au port de débarquement", précise-t-on par ailleurs dans cet arrêté.

R. E.

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Le virage à 360° de Belabed

Le ministre de l'éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a indiqué hier dimanche depuis la wilaya d'Adrar que le système d'évaluation des acquis sera maintenu au lieu de l'examen de passage du cycle primaire au cycle moyen.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Les "études menées sur cet examen ont démontré son inefficacité sur le plan pédagogique", a déclaré le ministre en marge du coup d'envoi des épreuves du baccalauréat (session 2022), qu'il avait donné depuis le centre d'examen du lycée M'hamed-Djebabri dans la commune de Reggane à Adrar. Affirmant que "cet examen a été abandonné", Belabed a fait savoir que le "système d'évaluation des acquis a été maintenu afin de protéger les élèves des pressions psychologiques qu'ils subissaient à un âge précoce lors de cet examen". Adopté par plusieurs pays, le "système d'évaluation sera actualisé et appliqué dès la prochaine rentrée", a-t-il précisé. Concernant l'adoption de la fiche de synthèse, en prévision de son introduction à



l'examen de fin du cycle secondaire, Belabed a indiqué qu'"il s'agit d'une procédure qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du bac et qui sera débattue lors de l'examen de ce dossier". Revenant au choix d'une date consensuelle pour l'organisation des épreuves du Baccalauréat, en tenant compte des spécificités climatiques des régions sud du

pays, le ministre a indiqué que "l'organe responsable tend à atteindre cet objectif, néanmoins l'application de cette procédure est tributaire de règles pédagogiques contraignantes, relatives notamment au volume horaire des cours à dispenser par semaine". "Le Baccalauréat est un examen national", et par conséquent la date est minu-

tieusement étudiée et fixée à l'avance", a-t-il dit. Pour ce qui est du statut particulier des travailleurs du secteur de l'Éducation, le ministre a affirmé qu'il faisait l'objet de débat et de dialogue entre la tutelle et les partenaires sociaux, en application des orientations des hautes autorités du pays inhérentes à sa révision.

Il a rappelé que les concertations et les débats, dans ce cadre, touchaient à la fin en vue d'aboutir à un consensus autour de la démarche, d'autant que ce dispositif juridique particulier "encadre des carrières professionnelles qui devraient trouver leur place dans le cadre de ce consensus afin de permettre à ce statut particulier de répondre aux aspirations de toutes les franges de la communauté de l'Éducation". Evoquant les nouveautés des programmes et du manuel scolaire, Belabed a indiqué qu'elles seront dévoilées en temps voulu.

Concernant le choix de la daïra de Reggane pour le lancement officiel des épreuves du baccalauréat, le ministre a indiqué que cette décision n'est pas fortuite dans la mesure où il s'agit d'une "région historique qui a souffert pendant l'occupation française des essais nucléaires", rappelant que "l'Algérie s'apprête à la célébration du 60^e anniversaire de l'Indépendance".

"La session de juin 2022 est la 60^e édition des épreuves du baccalauréat depuis l'indépendance", a-t-il fait remarquer, relevant que le coup d'envoi donné depuis Reggane se veut un hommage rendu à cette région et à son histoire, et confirme l'intérêt majeur accordé par l'École algérienne à l'histoire de la nation et à son peuple vaillant.

Le ministre de l'Éducation nationale poursuivra sa visite en se rendant dans la wilaya de Béchar.

C. A.

VOLS PARIS - ALGER

Vers des annulations début juillet ?

PAR RANIA NAILI

Les deux aéroports parisiens ont été témoins d'un mouvement social qui a duré deux jours, soit le 8 et le 9 juin derniers. En effet, cette grève visant l'augmentation des salaires des employés a perturbé le trafic aérien de et vers ces aéroports. Visiblement, ce mouvement n'a pas récolté le résultat escompté. Pour rappel, celui-ci a touché l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle et celui d'Orly. Résultat? une centaine de vols ont été annulés et des retards enregistrés. Le vendredi 10 juin 2022, l'Intersyndicale des employés des aéroports parisiens a fait appel pour "renforcer et élargir le mouvement... à partir du 1^{er} juillet" lors d'une assemblée générale, organisée pour planifier les mouvements à venir.

Effectivement, la prochaine grève prévue à dater du 1^{er} juillet prochain, concerne également l'aéroport de Bourget. L'Intersyndicale appelle également les employés des différents prestataires et sous-traitants de ces aéroports à rejoindre le mouvement. Par ailleurs, un porte-parole du gestionnaire de l'ADP a indiqué au média français *Le figaro* que des "négociations salariales sont programmées pour le 14 juin 2022". Confronté à l'effet du Covid-19, le trafic aérien a connu une forte régression pendant deux ans. Cependant, au cours de cette saison estivale il pourra récupérer 95 % de son niveau d'avant la pandémie. À ce stade, les différents prestataires de ce secteur sont cependant face à plusieurs freins. Renforçant ainsi la pression sur leurs employés; surtout face à la difficulté de recrutement rencontrée par ceux-ci.

Dans ce sillage, les deux aéroports parisiens, mais également l'aéroport de Bourget pourront témoigner une nouvelle fois d'une grève à dater du début de juillet 2022. Celle-ci pourra influencer sur les liaisons aériennes; notamment depuis et vers ces aéroports. Les liaisons vers l'Algérie pourront également être touchées. En effet, lors du précédent mouvement gréviste, plusieurs vols ont rencontré des retards allant jusqu'à 45 minutes. Mais également d'autres qui ont été annulés, soit un quart du programme du jeudi 9 juin 2022. Ainsi, les voyageurs algériens, qui ont réservé des vols pour cette date, n'auront comme choix que de rester attentifs aux nouvelles concernant ce sujet. Et de guetter leurs prestataires au risque de nouvelles perturbations.

R. N.

AGROALIMENTAIRE

Signature d'une convention entre le CREA et l'ENSA

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a signé une convention cadre de partenariat avec l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), a indiqué l'organisation patronale dans un communiqué. "La recherche et l'innovation sont des facteurs déterminants de la compétitivité des entreprises. Un partenariat concret entre les entreprises et les chercheurs est incontournable pour prendre en charge en amont les impératifs de développement et de diversification des productions agricoles afin de renforcer l'intégration effective de ces productions dans l'industrie agroalimentaire", souligne la même source. A cet

effet, la convention signée entre le CREA et l'ENSA permettra l'accueil sur les sites industriels des entreprises adhérentes au CREA des étudiants stagiaires du système LMD (Licence/Master/ Doctorat), l'échange des connaissances et de compétences techniques et scientifiques, la valorisation des résultats de la recherche des laboratoires de l'ENSA, la création d'équipes mixtes de recherche entre les laboratoires R&D des entreprises adhérentes au CREA et les enseignements-chercheurs de l'ENSA. A terme, ce "partenariat s'étendra également aux domaines du développement des compléments alimentaires, des produits pharmaceutiques et cosmétiques dans le

cadre de la sécurité sanitaire", fait savoir le CREA. A noter que cette signature est intervenue à l'occasion d'une rencontre d'une délégation du CREA et les enseignants-chercheurs de l'ENSA dans le cadre des travaux de la commission du CREA "compétences-formation-universités". "Le CREA aspire à contribuer activement à l'édification d'une économie forte, avec entre autres, une agriculture diversifiée garantissant la sécurité alimentaire de l'Algérie et constituant un socle solide pour une industrie agro-alimentaire algérienne intégrant des substances naturelles algériennes", note le communiqué.

R. N.

BANQUE ET MARCHÉ PARALLÈLE Le dinar face aux devises

Dimanche 12 juin 2022, 1 euro s'échangeait contre 155,18 dinars à l'achat et 155,25 dinars à la vente, au niveau de la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle de change, l'unité de cette même monnaie s'échange toujours dans les environs de 214.00 dinars à l'achat et à 216.00 dinars à la vente. Le dollar américain sur le marché officiel de change reste dans les cotations de ce dimanche à 145,91 dinars à l'achat et 145,93 dinars à la vente. Sur le marché parallèle, il est proposé par les cambistes dans les environs de 202 dinars à l'achat et 205 dinars à la vente. Pour ce qui est du taux de change de la livre sterling, 1 seul pound s'échangeait contre 182,19 dinars à l'achat et 182,32 dinars à la vente, à la Banque d'Algérie. Sur le marché parallèle, l'unité de cette monnaie reste encore plus chère, s'échangeant contre 250 dinars à l'achat et 254 dinars à la vente. Enfin, pour ce qui est de la monnaie canadienne, 1 dollar canadien est proposé ce dimanche 12 juin 2022, dans les cotations officielles, contre 114,82 dinars à l'achat et 114,89 dinars à la vente. Sur le marché parallèle de change, le dollar canadien s'échange durant cette même journée contre 152 dinars à l'achat et 155 dinars à la vente.

R. N.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'habitat, de l'Urbanisme et de la ville

Wilaya d'Adrar
Direction des Equipements Publics

N.I.F : 0002.01.01.5000.581

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale N : ° 21/2022 portant sur la réalisation du :

Lot N°01: Joint A (Partie Pédagogique)

Lot N°05: Terrain de sport (Micro entreprises)

Dans le cadre de l'opération : **Etude , Suivi , Réalisation d'une école primaire type D au niveau du site des 400,500 LPA et 150,40 et 130 LPL POS 07 route de l'aéroport , Wilaya d' Adrar (sites d'habitat intégrées)** publié dans les quotidiens: اخبار الوطن en date 13/04/2022 et **Midi Libre** en date du 13/04/2022

Après évaluation des offres élaborée conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, les lots ont été attribués provisoirement à :

Lot N°01: Joint A (Partie Pédagogique)

ETB: E.T.B BENLKHDAR ABDENEBI.

N.I.F: 1760 81700 483 192

Montant (DA) de l'offre en TTC : 29 307 481.84DA après correction.

Délai de réalisation : 12 mois

Note Technique : 77.84 points.

Observation : moins disant.

Lot N°05: Terrain de sport (Micro entreprises)

ETB: CHARI ZINE DDINE.

N.I.F: 1990 0121 000 2846

Montant (DA) de l'offre en TTC : 2 978 808.00 DA.

Délai de réalisation : 02 mois

Délai de garantie : 25 mois

Note Technique : 51.00 points.

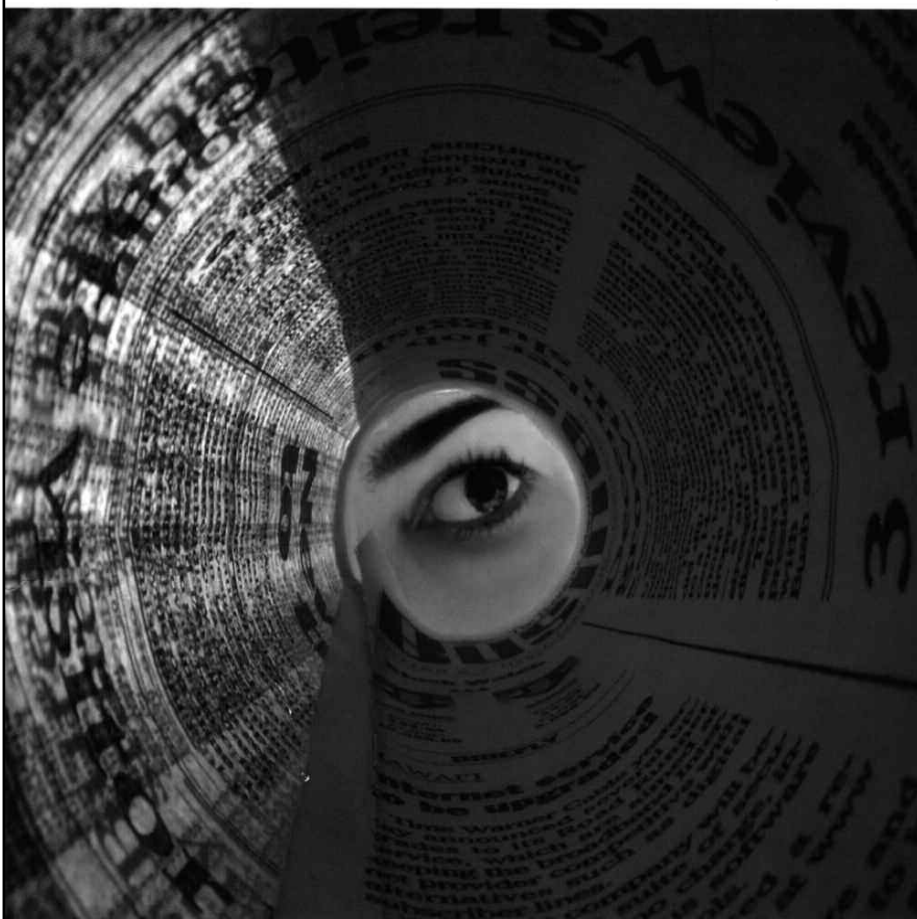
Observation : moins disant.

Les soumissionnaires non retenus sont autorisés de se rapprocher du service marchés publics de la direction des équipements publics de la wilaya d'Adrar afin de consulter les résultats de l'évaluation des offres durant une période de trois (03) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'attribution provisoire, conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours dans les 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (B.O.M.O.P) ou l'un des quotidiens nationaux, auprès de la commission des marchés de la wilaya d'Adrar. Si le 10ème jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Midi Libre n° 4526 - Lundi 13 juin 2022 - Anep 2216 011 214

MIDI
Libre



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

République Algérienne Démocratique et populaire
 Ministère de l'habitat et de l'urbanisme et de la ville

Wilaya de Ghardaïa

Direction des équipements publics

Avis de présélection

Projet : Concours Restreint d'Etude et suivi pour la réalisation D'un College Type B05/200 R à Cité EL Hadaba Cne Metlili W de Ghardaia

Conformément l'article 48 aux du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Après analyse et jugement des dossiers des candidatures par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, la direction des équipements publics de la wilaya de Ghardaïa informe l'ensemble des bureaux d'études ayant participé au concours d'architecture restreint, paru au quotidien DZ لبيب le 17/05/2022 en langue arabe et Midi Libre le 17/05/2022 en langue étrangère conformément aux critères du cahier des charges N° 37/2022 du 09/05/2022, que la liste des Bureaux d'études présélectionnés est arrêtée comme suit :

N°	Les bureaux d'études requalifiés pour la 02 ème phase	N°	Les bureaux d'études requalifiés pour la 02 ème phase
01	Laroui Loutfi (ACAD)	06	Mochten Kamel (ARCHIDEALE)
02	Senouci Nassereddine (ARCHI Solution)	07	Centre Nationale de L'Ingénierie de la Construction (CNIC)
03	Taleb Larbi (BATAL)	08	Groupeement : (Ouled Heddar Hadj Ahmed +Hassani Nouredine)
04	Kerrouchi Brahim (BEST ARSAM)	09	Ben Messaoud Omar (PAUP SUD)
05	Daoudi Bachir (BETAR)		

Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher du service contractant pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs dossiers des candidatures, au plus des trois (03) jours à compter de la première publication du présent avis.

Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours dans les dix (10) jours à compter de la publication du présent avis, auprès de la commission Du comité des marchés de la wilaya Conformément l'article 82 aux du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les candidats présélectionnés sont invités à remettre l'offre technique, de la prestation et de l'offre financière.

La durée de préparation des offres est à Trente (30) jours qui court à partir de la date de la première publication du présent avis de présélection dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée aux derniers jours de la durée de préparation des offres (.....) 08:00 à 14:00 heure et l'ouverture des plis sera au même jour à 14h:30 .

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure, et l'ouverture des plis sera au même jour à 14h:30.

Midi Libre n° 4526 - Lundi 13 juin 2022 - Anep 2216 011 715

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Hussein Dey

SIEGE SOCIAL : CitéAMIROUCHE, Batiment « D » Hussein Dey
 Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : 099916000876756
 Site WEB : www.opgi.dz

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions des articles 44 ,118 et 125 de la décision n°1126 du 07/11/2016 fixant les conditions particulières de passation des marchés financés sur fonds propres de l'office,l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Hussein dey,déclare que l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°03/2022 (1er relance après l'infructuosité) paru dans les quotidiens nationaux « عالم الأهداف » et « Midi libre » en date du 17/03/2022 relatif à la réalisation des travaux de désenfumage et colonne sèche du projet des 252 Logements Sociaux Participatifs avec 84 services sis à Draria wilaya d'Alger,est déclaré infructueux pour le motif suivant :aucune offre n'est éligible .

Midi Libre n° 4526 - Lundi 13 juin 2022 - Anep 2216 011 243

MIDI
Libre



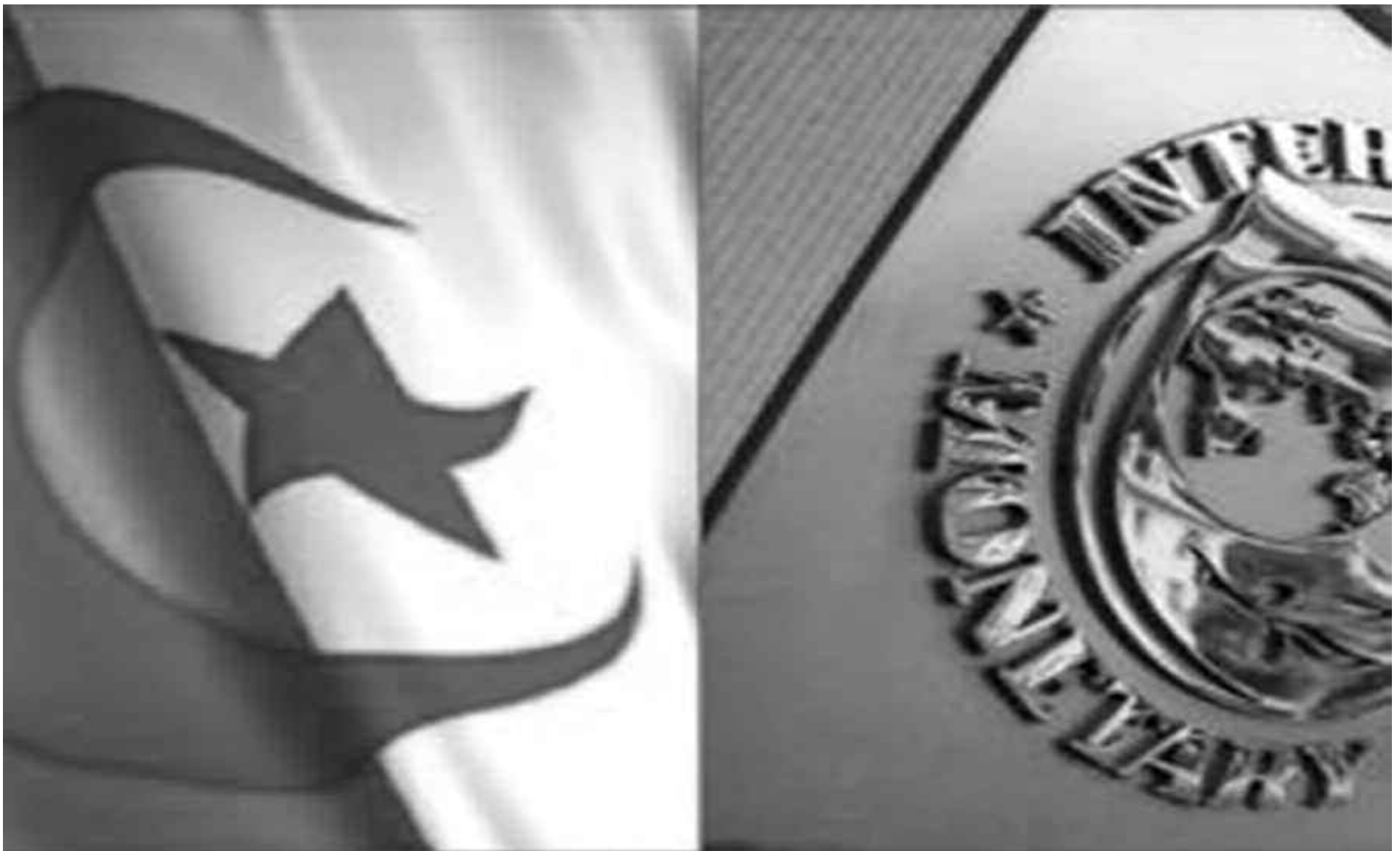
L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI

ÉCONOMIE

Rapport du FMI d'avril 2022 sur les taux de croissance, de chômage en Algérie et les axes du redressement national, politique, économique, social et culturel 2022/2025/2030

Le dernier rapport du FMI sur l'économie algérienne de 2022 étant ambigu demande des éclaircissements car c'est par un fort taux de croissance sur plusieurs années que l'on résout durablement, loin des replâtrages pour une paix sociale fictive, le lancinant problème du taux de chômage et par là l'amélioration du pouvoir d'achat devant s'attaquer à la mauvaise gestion et à la corruption, réorienter les investissements vers des projets créateurs de valeur ajoutée, s'insérant dans le cadre des valeurs internationales, en fait améliorer la gouvernance et valoriser le savoir.



TENSIONS MONDIALES GAZIÈRES

L'Algérie: un acteur stratégique

Rapport du FMI d'avril 2022 sur les taux de croissance, de chômage en Algérie et les axes du redressement national, politique, économique, social et culturel 2022/2025/2030

Le dernier rapport du FMI sur l'économie algérienne de 2022 étant ambigu demande des éclaircissements car c'est par un fort taux de croissance sur plusieurs années que l'on résout durablement, loin des replâtrages pour une paix sociale fictive, le lancinant problème du taux de chômage et par-là l'amélioration du pouvoir d'achat devant s'attaquer à la mauvaise gestion et à la corruption, réorienter les investissements vers des projets créateurs de valeur ajoutée, s'insérant dans le cadre des valeurs internationales, en fait améliorer la gouvernance et valoriser le savoir.

PAR Dr *ABDERRAHMANE
MEBTOUL

C'est par un diagnostic serein et une vision stratégique que s'élabore une politique socio-économique cohérente. Les différents projets annoncés par leur contenu, à savoir le lancement d'un nouveau programme économique pour le pays sont-ils différents de ceux prônés, virtuellement, par les gouvernements précédents ? Comment va-t-on aborder la question de la relance de l'investissement, en ces moments de graves tensions géostratégiques avec l'annonce de la récession et l'inflation de l'économie mondiale et la crise alimentaire qui remet en cause la cohésion sociale, alors que perdurent encore le blocage bureaucratique, la non-réforme du système financier dans toutes ses composantes – douane, banques, fiscalité, domaines –, du foncier, du système socioéducatif et de l'information économique qui sont autant d'obstacles empêchant la relance de l'investissement? Si les investissements algériens ne trouvent pas intérêt à aller vers la

production nationale, vers la création de l'emploi, faut-il s'étonner, ou encore moins, s'attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu'il y ait la règle du 51/49 % ou même l'inverse, fassent preuve de plus d'engagement? Pourquoi, aussi, n'arrive-t-on pas à mettre en place des politiques économiques viables? Faut-il, pour autant, revenir au bon ministère de la Planification pour mettre de l'ordre dans ce "désordre"? Aura-t-on le courage, pour des raisons de sécurité nationale et non d'intérêts personnels, de faire un bilan serein de l'actuelle situation socioéconomique afin d'éviter les erreurs du passé?.

1.-Selon le FMI, dans son rapport d'avril 2022 qui part de données officielles que lui communique tout gouvernement, corrigé ensuite par des tests de cohérence, du fait surtout de l'effet prix et très accessoirement de l'effet volume, les recettes additionnelles prévues si le cours des hydrocarbures – pétrole et gaz – se maintient au niveau actuel seront pour la Libye de 39 milliards de dollars, un accroissement de 74 %, l'Irak de 149 +73 %, les Émiraties 190, +46 %, le Koweït 84, +46 %, le Qatar 84, + 40 %, le Bahreïn 11, +39 %, Oman 39, +34 %, Arabie saoudite 327, +28 % et l'Algérie 59 milliards de dollars avec un accroissement de 28 % pour 2021. Avec une baisse en volume physique d'environ 25/30 % par rapport aux années 2006/2007, les exportations de gaz ont atteint environ 43 milliards de mètres cubes gazeux et pour le pétrole 500.000 barils/j du fait que la consommation intérieure est presque identique aux exportations amplifiée par la politique des subventions et qui pourrait représenter cas de non accroissement de la production et d'un nouveau modèle de consommation énergétique (mix énergétique dont l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables) 80 % des exportations horizon 2030 (voir nos interviews aux télévisions 18/24 avril 2022, *Alg24* et *France 2*). Or on continue de construire des



logements selon les anciennes méthodes alors que les nouvelles techniques permettent d'économiser plus de 30 % d'énergie, et les énergies renouvelables, malgré des discours et de nombreux séminaires au 1^{er} janvier 2022 couvre à peine 1 % de la consommation intérieure restant un long parcours pour couvrir les prévisions du ministère de l'Énergie 40 % de la consommation intérieure à l'horizon 2030. Quant aux importations de biens et services (ce dernier environ 6 milliards de dollars en 2021 contre 10/11 entre 2018/2019), elles sont estimées à 46 milliards de dollars selon le FMI, et se pose cette question: quel sera l'impact de l'inflation mondiale en termes de balance de paiements. Pour un même niveau d'importation, avec toutes les restrictions, en pondérant seulement de 50 % les prix internationaux, rappelons avant cette hausse uniquement la rubrique biens alimentaires, la crise alimentaire avec les tensions en Ukraine, qui devrait toucher bon nombre de pays, s'élevait à presque 9 milliards de dollars en 2021, le taux d'intégration en 2021 des entreprises pri-

vées et publiques ne dépassant pas 15 %, sans compter les nouveaux investissements nécessitant des devises et la partie dinars, nous aurons presque 70 milliards de dollars d'importation de biens et services si l'on veut relancer l'économie nationale, existant donc un déficit entre les recettes et les dépenses d'environ 11 milliards de dollars. Cela n'est pas propre à l'Algérie mais concerne tous les pays rentiers à économie non diversifiée ce qu'ils gagnent, en exportation d'hydrocarbures, ils le perdent en valeur d'importation, devant toujours dresser la balance de paiements. Le FMI prévoit un taux de croissance pour 2022 de 2,4 % pour l'Algérie et avec une baisse du taux de chômage, ayant revu à la baisse ses projections pour les années 2022 et 2023, tablant sur un taux, de chômage respectivement, de 11,1 % et 9,8 %, alors qu'elle prédisait dans son rapport d'octobre une hausse de chômage à 14,7 % en 2021, l'estimant en 2021 à 13,4 %, du fait d'un taux de croissance en 2021 de 4 %. Le solde des transactions courantes de l'Algérie devrait

s'établir à 2,9 % du PIB avant de baisser à -0,2 % du PIB en 2023, représentant -2,8 % du PIB en 2021, contre la prévision précédente d'un taux de -7,6 % du PIB. Afin de ne pas induire en erreur l'opinion publique, car les recettes des hydrocarbures pour l'Algérie représentant avec les dérivées environ 98 % de ses entrées en devises, le FMI doit nous éclairer sur la méthodologie des calculs de projection car comment avec un taux de croissance démographique entre 2020/2021 entre 1,8 et 2 % selon les données officielles, une demande d'emploi environ 350.000 à 400.000 emplois par an qui s'ajoute au taux de chômage actuel estimé en 2021 par le FMI à 13,4 % avec un tel taux de croissance, le taux de chômage peut être de 11 % en 2022 et inférieur à 10 % en 2023. Rappelons qu'un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente: un taux de croissance élevé par rapport à un taux de croissance par rapport à la période précédente faible donne cumul un taux de chômage a-t-on ventilé les

emplois créateurs de valeur ajoutée des emplois rente qui constituent un transfert de valeur et l'emploi dans la sphère informelle à très faible productivité et a-t-on tenu compte des destructions d'emplois du fait de la crise, de la hausse des prix inputs et de la faiblesse de la demande publique via les hydrocarbures qui détermine toujours la croissance et les restrictions, uniquement pour le BTPH en 2021 plus de 500.000 emplois sans compter la léthargie de bon nombre d'autres entreprises qui fonctionnent avec un effectif réduit? Ces données du FMI ne contredisent-elles pas les règles élémentaires de l'économie où le taux d'emploi est fonction du taux de croissance et des structures des taux de productivité et c'est une loi universelle. Alors que selon la majorité des experts internationaux, il faut un taux de croissance en termes réels de 8/9 % par an sur au moins cinq années pour absorber ce flux et atténuer les tensions sociales. Attention à la vision purement monétaire où afin de préserver les réserves de change estimées à 44 milliards

de dollars fin 2021, l'on bloque la machine économique, restriction des importations non ciblées, où en plus de l'inflation importée, l'instabilité juridique et surtout monétaire, accélère le processus inflationniste qui fait que les responsables ne savent pas gérer le déficit budgétaire, par la dévaluation accélérée du dinar réalisant une épargne forcée et contribuant à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité.

2.-Les axes politiques, économiques, sociaux et culturels du redressement national de l'Algérie 2022/2025/2030 peuvent être résumés en quatre axes directeurs, devant redonner confiance afin que les Algériens s'impliquent.

Premièrement les axes d'action dans le domaine politique

où à la question "*comment reconnaissez-vous un bon personnage politique?*", Churchill avait répondu: "*Même s'il reste en conversation avec moi durant plus d'une heure, je ne saurai pas s'il a dit Oui ou Non*". La communication politique doit éviter l'essoufflement et la monotonie, et que les déclarations et les gestes de responsables ne soient un objet de caricatures ou de plaisanteries, tant dans la presse que dans les espaces publics. Les Algériens souhaitent que leurs responsables leur ressemblent; ces derniers doivent éviter d'essayer que ce soit au peuple de leur ressembler. Dans ce cadre, l'action des responsables doit s'inscrire dans le cadre d'une planification stratégique avec un suivi des résultats périodiquement, au sein d'un registre d'engagements qui toucheraient en premier lieu les situations pénibles vécues. Cela concerne, notamment, les problèmes relatifs à la gouvernance: l'intégration de la sphère informelle qui produit la corruption; la bureaucratie centrale et locale; l'urbanisation anarchique faute d'une

véritable politique d'aménagement du territoire; le problème des logements souvent livrés sans VRD; les infrastructures défectueuses; les malades dans les hôpitaux avec un système de santé à revoir; intégrer pour une vie décente les communautés marginalisées dans le pays profond; solutionner la pénurie d'eau et les coupures d'électricité, le dérapage du dinar, l'inflation des produits essentiels, les points noirs de circulation; opérer un renouveau de la gestion des ambassades bureaucratiques qui doivent donner une autre image positive de l'Algérie; prendre en charge les doléances du Sud pour l'obtention d'emplois et, bien entendu, de la majorité des autres wilayas touchées par le chômage. Il faut que les responsables politiques à tous les niveaux, se présentent avec la modestie qu'exigent l'imaginaire et le mental algérien sans tomber dans le populisme médiatique qui serait alors contre-productif. Car la fonction ne doit pas être un privilège pour se servir, mais une lourde mission pour servir la Nation. L'opinion publique nationale se ligue normalement autour de la femme ou de l'homme rassembleur, capable de réaliser un certain accomplissement pour le pays. Le patriotisme à ne pas confondre avec le nationalisme chauviniste, peut féconder la matrice qui forge la mobilisation populaire, sous réserve toujours de la moralité car en dépit des apparences, les Algériens sont attachés à leur passé et aux défis de leur présent.

Deuxièmement, les actions sur le plan économique ne doivent plus faire la distinction entre secteur d'État et secteur privé, toutes les entreprises devant contribuer au développement national dans un cadre concurrentiel, accélérer les réformes économiques en faisant le lien direct avec les impératifs de justice sociale et placer l'Algérie comme pays pivot par rapport aux nouvelles mutations mondiales: montrer, par une com-

munication intelligente loin de toute démagogie, chiffres à l'appui, la masse d'argent colossale dépensée et les impacts économiques et sociaux – de l'Indépendance à ce jour; exposer des dépenses et résultats qui ont présidé à tous les organismes de création d'emplois, avec les bonifications de taux d'intérêt. Quant aux startups prestataires de services, elles ont besoin d'un marché et d'un environnement concurrentiel. Leur efficacité serait nulle à terme sans la dynamisation du tissu productif, l'élévation du niveau de qualification, et une efficacité des institutions nous retrouvant dans le même scénario des projets de l'ex-Ansej dont plus de 70 % sont en faillite. Or, si les nouveaux projets sont lancés en 2022, il faut prévoir de deux à trois ans pour la rentabilité des PMI/PME, et autour de 2027/2029 pour les projets hautement capitalistiques. Donc, il ne faut pas attendre des entrées de devises avant ces dates, et d'autant plus que le monde économique aura alors profondément changé: avec la crise mondiale et l'endettement des États, une baisse substantielle des IDE, notamment vers le Maghreb et l'Afrique; mettre en relief les dangers de la dépendance financière de l'économie nationale d'un seul produit à savoir les hydrocarbures, la nécessité d'axer les efforts sur le développement de l'agriculture moderne de grands espaces, afin de réduire la dépendance alimentaire extérieure (chiffres à l'appui); comparer la situation socio-économique avec des pays à structures et potentiels économiques comparables; développer la recherche scientifique dans le développement économique et social et sur la relation université / entreprise. Quant aux axes d'action sur le plan social, la société algérienne, comme toutes les sociétés humaines, est structurée en fonction de plusieurs paramètres sociologiques: mettre en relief l'évolution par catégories d'âge, profession, sexes, statut social, statuts religieux, statut politique. ■■■

■■■

Il s'agit de définir le rôle des collectivités locales à travers une réforme profonde pour pouvoir prendre en charge les besoins sociaux de la population, sans cesse croissants les centres de loisirs et de détente pour les jeunes et les familles ; insister sur la protection du consommateur par des mesures réglementaires rigoureuses; la sécurité des frontières (terrorisme, trafics en tous genres), des biens et des personnes par le recrutement et la formation des agents de sécurité qui doivent s'adapter aux nouvelles technologies ; faire régner le respect de l'État de droit par tous, l'ordre afin d'éviter l'anarchie n'étant pas antinomique avec la cohésion sociale, et la démocratie tenant compte de notre authenticité ; sous-traiter certaines activités qui étaient assurées par les collectivités locales avec des associations de quartiers, le secteur privé et développer le civisme et l'amour de la patrie, dont le rôle premier est la moralité, tant des dirigeants que des citoyens, en faisant de l'école un lieu de promotion

sociale, le véritable patriotisme étant défini comme la contribution des Algériens à la valeur ajoutée nationale. Et dernier axe, un pays sans son histoire, étant comme un corps sans âme, les axes d'action sur le plan de la protection de l'environnement et le volet culturel tant pour le développement que pour les futurs comportements et besoins sociaux, avec la préservation de la biodiversité, les industries de l'avenir, dont Internet, le tourisme dans toute sa diversité, la musique, les jeux vidéo et les feuilletons TV, développer la diversité culturelle du pays et faire d'elle une richesse dont doivent profiter tous les Algériens ; les espaces d'expression artistique et culturelle. et insister sur la nécessité des cultures des civilisations ; introduire dans les programmes de formation et d'éducation nationale des enseignements de culture, dont l'histoire ancestrale de l'Algérie, des Numides à ce jour. Faire du sport une activité de masse et professionnelle et développer les associations culturelles dans tous les domaines : nationales, régionales et de quartiers

En conclusion, le président de la République a délivré, depuis 2020, des messages de vérité qui ne sont pas appliqués sur le terrain, alors même qu'il est du devoir du gouvernement et de ses partenaires sociaux et économiques de donner l'exemple aux citoyens, par la solidarité, la mobilisation et l'unification des rangs afin que le pays puisse mobiliser les énergies et les investir de manière constructive.

C'est l'entreprise libérée des entraves et un Etat régulateur qui peuvent créer une économie productive à forte valeur ajoutée.

Le concept de crise que traverse l'Algérie doit se hisser au niveau de la crise du monde et ne pas rester une crise de société bloquée, faute de perspectives pour l'avenir d'une population et surtout d'une jeunesse angoissée et même très angoissée par les assauts de la nature, par la violence humaine et les déchéances sociales et économiques.

Cette crise ne concerne pas seulement l'Algérie, mais le monde entier, aujourd'hui est traversé par une crise d'identité avec des traumatismes sociaux, comme le montre

le désintérêt vis-à-vis des partis et des sociétés civiles traditionnelles lors de différentes élections.

Cela renvoie au concept de la citoyenneté qui ne doit pas rester aux yeux de la population comme un modèle importé, existant un lien dialectique entre la tradition et la modernité, ne devant jamais renier notre riche patrimoine historique et culturel (voir expérience des pays de l'Asie comme le Japon, la Malaisie, ou la Chine) mais adapter nos politiques économiques, sociales, culturelles, sécuritaires et militaires au mouvement du monde nouveau.

L'Algérie, acteur stratégique dans la stabilité de la région méditerranéenne et africaine, sous réserve d'une bonne gouvernance et de la valorisation du savoir, peut atteindre ses objectifs conciliant l'efficacité économique avec une profonde justice sociale, la cohésion sociale étant le nerf de la sécurité nationale.

A. M. *Professeur des universités, expert international docteur d'Etat

FACE AUX TENSIONS GAZIÈRES MONDIALES

L'Algérie: un partenaire fiable

Sous réserve de sept conditions, l'Algérie, horizon 2025-2027, pourrait doubler les capacités d'exportations de gaz à environ 80 milliards de mètres cubes gazeux, actuellement entre 10/11% du marché européen, avec une part entre 20/25% de l'approvisionnement de l'Europe horizon 2025-2027.

La première condition concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique et une nouvelle politique des prix renvoyant au dossier de subventions.

La deuxième condition est relative à l'investissement à l'amont pour de nouvelles découvertes d'hydrocarbures traditionnels, tant en Algérie que dans d'autres contrées du monde. Sonatrach ayant une expérience internationale, mais pouvant découvrir des gisements non rentables financièrement devant éviter les effets d'annonces avant de déterminer la réelle rentabilité.

La troisième condition est liée au développement des énergies renouvelables (actuellement dérisoire, moins de 1% de la consommation globale) devant combiner le thermique et le photovoltaïque, le coût de production mondial a diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir où, avec plus de 3000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire.



La quatrième condition, selon la déclaration de plusieurs ministres de l'Energie entre 2013-2020, l'Algérie compte construire sa première centrale nucléaire en 2025 à des fins pacifiques, pour faire face à une demande d'électricité galopante.

La cinquième condition est le développement du pétrole/gaz de schiste, selon les études américaines, l'Algérie possédant le troisième réservoir mondial, d'environ 19500 milliards de mètres cubes gazeux, mais qui nécessite, outre un consensus social interne, de lourds investissements, la maîtrise des nouvelles technologies qui protègent l'environnement et des partenariats avec des firmes de renom.

La sixième condition consiste en la redynamisation du projet Galst,

Gazoduc Algérie-Sardaigne-Italie, qui devait être mis en service en 2012 d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux. Espérons que la visite du Premier ministre italien relancera ce projet.

La septième condition est l'accélération de la réalisation du gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie d'une capacité de plus de 33 milliards de mètres cuves gazeux, mais nécessitant selon les études européennes de 2019 environ 20 milliards de dollars et nécessitant l'accord de l'Europe principal client.

Cependant, l'avenir appartient à l'hydrogène comme énergie du futur 2030-2040. En conclusion, la future stratégie énergétique affecte les recompositions politiques à l'intérieur des Etats comme à l'échelle des

espaces régionaux. Pour l'Algérie, s'impose une stratégie d'adaptation par une nouvelle politique énergétique de l'Algérie, qui doit être définie par le Conseil national de l'énergie, réactivé récemment par le président de la République et placé sous son autorité (voire sous la direction du professeur Mebtoul le premier dossier audit de Sonatrach entre 1974-1976, assisté des cadres dirigeants de Sonatrach et d'experts -1976- l'audit sur le prix des carburants dans un environnement concurrentiel assisté des cadres de Sonatrach, d'experts, du bureau d'Etudes Ernst & Young 2006/2007 ministère Energie, le dossier pétrole et gaz de schiste « risques et opportunités » pour le Gouvernement 2015, assisté de 20 experts).

Il faut être réaliste du fait du désinvestissement, de la baisse de la production en volume physique, et de la forte consommation intérieure presque équivalente aux exportations tant pour le pétrole que le gaz, à court terme, l'Algérie pourrait augmenter, éventuellement, à travers le Transmed via l'Italie, 33 milliards de mètres cubes gazeux, fonctionnant en sous-capacités, à une capacité maximale entre 3/4 milliards de mètres cubes gazeux, le Medgaz via l'Espagne, la capacité ayant été portée de 8 milliards de mètres cubes gazeux à 10,5 depuis février 2022.

L'Algérie a toujours honoré ses engagements internationaux et respecté les clauses des contrats. La révision des prix du gaz n'est pas propre à l'Algérie où du fait de la conjoncture actuelle les prix ont plus que doublé, étant prévue selon les contrats des clauses de révision à des périodes définies.

A. M.

ORAN, PRÉPARATIFS DES JEUX MÉDITERRANÉENS

Mise en place d'un plan environnemental spécial

La Direction de l'environnement d'Oran a élaboré un plan de protection de l'environnement et de collecte et de transport des déchets à mettre en œuvre lors des JM au niveau des infrastructures sportives et des services qui accueilleront l'événement.

La Direction de l'environnement de la wilaya d'Oran a, en effet, élaboré dernièrement un plan spécial de protection de l'environnement, de collecte et de transport de déchets des installations sportives qui accueilleront la 19^e édition des Jeux méditerranéens prévue à Oran, a appris l'APS auprès d'un de ses responsables. Participant jeudi au forum de la Radio régionale d'Oran, la cheffe du service sensibilisation, information et éducation environnementale à la direction de l'environnement, Aïcha Mansouri, a souligné que la "direction de l'environnement d'Oran a élaboré un plan de protection de l'environnement et de collecte et de transport des déchets à mettre en œuvre lors de l'événement sportif méditerranéen au niveau des infrastructures sportives et des services qui accueilleront l'événement".



Mme Mansouri a indiqué que la "direction de l'environnement de la wilaya a mobilisé un grand nombre de travailleurs d'entreprises publiques qui relèvent de sa tutelle et d'entreprises privées actives dans le domaine pour mener à bien l'opération de collecte et de transport des déchets durant les JM sous la supervision des cadres de la Direction, répartis à travers des structures concernées par cette opération depuis quelques jours". Elle a fait savoir que "1.400 bacs de collecte de déchets seront distribués aux installations sportives et de services concernés (couleur verte pour la collecte des déchets organiques et la couleur jaune pour les déchets recyclables)". La cheffe de service a salué "la grande amélioration en matière de propreté dans la ville d'Oran et les communes qui composent l'ensemble

du Grand Oran grâce aux campagnes intensives lancées par les autorités de wilaya pour éliminer les points noirs (accumulation d'ordures) avec la contribution de plusieurs acteurs dont le mouvement associatif". Elle a également fait part du lancement, il y a quelques mois, d'une vaste campagne de sensibilisation des citoyens sur la nécessité de s'engager dans la démarche de préservation de la propreté au niveau de la wilaya d'Oran, en coopération avec plusieurs organismes dont la société civile et la Direction de l'éducation, affirmant que ces "campagnes ont commencé à porter leurs fruits, notamment en ce qui concerne le respect des horaires de dépôt des ordures". La campagne se poursuivra après la fin de la 19^e édition des Jeux méditerranéens pour préserver les acquis réalisés sur le terrain.

TOUGGOURT, RELANCE DES INVESTISSEMENTS

200 projets prometteurs

Le tissu industriel de la wilaya de Tougourt sera renforcé par 200 projets d'investissement qui entreront en activité avant la fin de l'année en cours, et offriront des perspectives économiques et de développement prometteuses dans cette nouvelle wilaya, ont indiqué des responsables du secteur de l'Industrie. Il s'agit de divers projets prévus dans plusieurs secteurs productifs stratégiques, tels que les mines, les carrières, les industries alimentaires et manufacturières, qui contribueront à la création de pas moins de 1.626 emplois, outre 11 projets dont les promoteurs ont bénéficié de la levée des obstacles dans le cadre des mesures incitatives adoptées par l'État dans le but d'encourager l'investissement industriel, selon les explications fournies au ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, en visite d'inspection dans cette wilaya. A ce propos, le ministre a fait part de l'intérêt particulier que l'État accorde au dossier de l'investissement industriel dans le cadre d'une nouvelle approche, indiquant qu'il a été procédé jusqu'à présent à la levée des obstacles sur 867 projets à l'échelle nationale, et la création, subséquentement, de

35.000 emplois directs. Les opérateurs économiques peuvent acquérir des équipements et du matériel en bon état avec un financement raisonnable, dans le cadre de l'autorisation d'importation qui concerne des lignes et des équipements de production non fabriqués localement et très rentables vis-à-vis du développement économique. Inspectant des unités de production, le ministre s'est félicité des potentialités et moyens industriels que recèle la wilaya de Tougourt. Il a relevé "la nécessité de renforcer le tissu industriel et de soutenir et promouvoir les capacités d'investissement, en élargissant les zones d'activités et en améliorant le climat d'investissement, de façon à permettre l'augmentation de la production industrielle, tout en veillant à garantir l'accompagnement nécessaire des investisseurs dans cette région qui tend à devenir un pôle industriel important et prometteur pour la relance de l'économie nationale". M. Zeghdar a supervisé le lancement du projet d'une unité de production de Couscous relevant du groupe Agrodiv, d'une capacité approximative de 288 qx/jour. Au niveau du même site, la

délégation ministérielle a visité l'unité de transformation des céréales relevant du même groupe public, où des explications ont été fournies sur le fonctionnement de cette installation industrielle dont la capacité de production atteint 3.000 qx/jour. Le ministre a également visité, dans la commune de Tamacine, une unité de transformation du fer (l'un des projets ayant bénéficié de la levée des obstacles), d'une capacité de production allant jusqu'à 200.000 tonnes/an de différents produits sidérurgiques. Ce projet devrait permettre la création de près de 300 emplois directs et 150 indirects. Dans la commune de Baldat-Omar, Zeghdar a inauguré une briqueterie d'une capacité de production de 10.000 tonnes/jour. La wilaya de Tougourt compte, au total, 1.572 petites et moyennes entreprises dans diverses activités, notamment dans les domaines des industries agroalimentaires et manufacturières, du tourisme, des services et de la santé, en sus de deux zones d'activités dans les communes de Tougourt avec 104 parcelles, et d'El-Hadjira qui comprend 33 parcelles, selon les données du secteur de l'Industrie.

APS

ALGER

D'importantes sommes en devises saisies à l'aéroport international

Les services de la Police aux frontières (PAF) de l'aéroport international Houari-Boumediène ont procédé, au cours de la semaine dernière, à la saisie d'importantes sommes en devises (dollars américains et euros) et à l'arrestation de deux (2) passagers, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"Dans le cadre de la lutte contre les contraventions liées au change, la Police aux frontières de l'aéroport international Houari-Boumediène a déjoué, au cours de cette semaine, deux tentatives de transfert de devises sans titre bancaire, qui ont abouti à la saisie de 21.000 dollars américains, 8.000 euros, et à l'arrestation de deux passagers", précise, en effet, la même source. Dans le même contexte, "la sûreté de l'aéroport, en coordination avec les services des Douanes, a saisi un montant de 190.600 euros et arrêté un passager", ajoute le document. "Après parachèvement de toutes les procédures légales, les suspects ont été présentés devant les juridictions compétentes", a conclu le communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

ORAN

Arrestation de six passeurs

Les services de police de la sûreté de daïra d'Arzew ont arrêté six individus qui s'apprêtaient à organiser des traversées clandestines par mer, a appris l'APS auprès de la sûreté de wilaya. Cette opération a eu lieu suite à l'interception d'un véhicule à bord duquel se trouvaient six individus suspects, au niveau d'un barrage, dressé à l'entrée de la ville d'Arzew, a indiqué la cellule de communication et des relations publiques dans un communiqué de presse. Le contrôle et la fouille du véhicule ont permis de découvrir un haut parleur avec un matériel de signalisation, un appareil de localisation "GPS", une boussole et du matériel utilisé dans les traversées d'émigration clandestine, qui ont été saisis de même qu'un véhicule utilisé comme éclaircir. Selon la même source, une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des six mis en cause qui seront présentés devant la justice pour le chef d'inculpation de tentative de sortie illégale du territoire national moyennant une somme d'argent.

APS

Apnée du sommeil : l'obésité principal facteur de risque

Le spécialiste des troubles respiratoires au service de médecine interne de l'établissement hospitalier spécialisé d'El-Harrach Salim-Zemirli d'Alger, le docteur Hocine Mahmoudi a appelé à prendre en charge les personnes souffrant du syndrome d'apnée du sommeil dont l'origine principale est l'obésité.

Lors des journées médicales de l'établissement hospitalier spécialisé d'El-Harrach Salim-Zemirli d'Alger, organisées jeudi dernier, le spécialiste a défini l'apnée du sommeil par un arrêt respiratoire de courte durée provoquant parfois le décès.

La personne qui souffre de ce syndrome "présente un manque de sommeil, d'où la grande fatigue durant la journée et les accidents qui peuvent en résulter lors de la conduite et d'autres au travail, ainsi que des troubles du comportement (nervosité) avec la société".

Le docteur Mahmoudi a recommandé d'identifier tous les facteurs à l'origine de l'apnée du sommeil, outre les facteurs d'obésité, d'hypertension artérielle et du diabète de type 2, ajoutant que cette interruption de la respiration peut causer une crise cardiaque et un AVC et conduire au décès.

Quant au traitement, l'intervenant a appelé à lutter contre le facteur d'obésité qui a pris des proportions "alarmantes" ces dernières années suite à l'alimentation malsaine ayant marqué



la société algérienne. Il a recommandé, aux personnes souffrant de l'apnée du sommeil, de pratiquer une activité sportive, de respecter les horaires du sommeil et d'éviter le grignotage entre les repas.

Un médicament contre le diabète permet de perdre du poids

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 13 % de la population mondiale souffre d'obésité (un IMC supérieur à 30), soit plus de 600 millions de personnes. Si le chiffre indiqué par la balance ne reflète pas forcément l'état de santé de la personne qui est montée dessus, l'obésité est connue pour favoriser l'apparition de maladie chronique comme le diabète de type 2,

l'hypertension et d'autres problèmes de santé qui peuvent diminuer l'espérance de vie.

Un médicament déjà autorisé pour traiter le diabète de type 2, le "Tirzepatide", a permis aux participants d'un essai clinique mené par les médecins de l'université de Yale de perdre significativement du poids. Le médicament a été testé selon trois dosages différents - 5, 10 et 15 mg - et injecté sous la peau à raison d'une fois par semaine pendant 72 semaines. Les 2.500 patients sont tous en obésité, avec un poids moyen de 104 kilos, et présentent aussi au moins une complication liée à leur poids. Les patients diabétiques sont exclus de l'essai clinique, mais ceux qui présentent un pré-diabète ont été inclus.

Un anti-diabétique efficace pour perdre du poids

Les participants soignés avec 5 mg de Tirzepatide ont perdu en moyenne 15 % de leur masse corporelle à l'issue des 72 semaines, ceux qui ont pris 10 et 15 mg ont perdu respectivement 19,5 et 20,9 % de leur masse corporelle. C'est seulement 3 % pour les personnes ayant reçu un placebo. En moyenne, le Tirzepatide a permis de réduire de 33,9 % la masse grasse des participants, améliorant ainsi le ratio de masse grasse - masse maigre et en rapprochant ce dernier de celui obtenu par les stratégies de perte de poids basées sur le sport et l'alimentation ou la chirurgie. Outre la diminution de la masse corporelle, le tirzepatide a permis de rétablir la glycémie dans des valeurs normales chez les patients pré-diabétiques. Cela pourrait diminuer les risques de développer une maladie cardiovasculaire, rénale, hépatique et un diabète de type 2. Du côté des effets secondaires, le tirzepatide a provoqué des symptômes gastro-intestinaux comme des nausées, des diarrhées et des constipations d'une sévérité légère à modérée. Onze personnes sont décédées pendant la durée de l'essai clinique, aussi bien dans le groupe - placebo - que le groupe - traitement -. L'essai clinique s'étant déroulé de décembre 2019 à avril 2022, plusieurs participants sont décédés du Covid-19, d'autres ont fait une embolie pulmonaire, un AVC ou un arrêt du cœur. Des décès qui ne semblent pas reliés directement au Tirzepatide. D'autres résultats sont nécessaires pour que le Tirzepatide obtienne une autorisation de mise sur le marché dans le cadre du traitement de l'obésité.

Comment éviter les intoxications alimentaires...

Qu'il s'agisse de plats cuits ou crus, occupez-vous des restes tout de suite après le repas. Jetez tous les aliments cuits laissés plus de deux heures à température ambiante. Si vous n'êtes pas sûr du temps qui s'est écoulé, ne vous fiez pas à votre nez, à vos yeux ni vos papilles : jetez ! Ni l'apparence, ni le goût, ni l'odeur d'un aliment ne permettent de juger s'il est ou non contaminé. Alors, ne prenez aucun risque. Ensuite, lavez-vous soigneusement les mains à l'eau chaude et au savon. Séparez bien chacun des aliments dans des boîtes ou des sachets alimentaires propres et étanches. Vous éviterez ainsi toute contamination croisée. Inscrivez la date sur les contenants afin de bien identifier chaque reste. Vous serez ainsi assuré de ne pas les conserver trop longtemps.

Réfrigérateur ou congélateur ?

Réfrigérez tous les aliments que vous souhaitez conserver. Si vous n'envisagez pas de les consommer dans les



deux ou trois jours, optez pour le bac du congélateur. Seule exception : ne recongelez jamais un aliment précédemment congelé. Ceux-là doivent être jetés.

Que ce soit dans le réfrigérateur ou le

congélateur, placez vos restes dans des contenants peu profonds. S'ils sont très chauds, attendez qu'ils refroidissent pour poser le couvercle. Mais pas trop longtemps ! Dès qu'ils n'émettent plus de vapeur, fermez-les et rangez-

les. De préférence, ne surchargez pas votre réfrigérateur afin que l'air y circule mieux. La température sera ainsi correctement maintenue.

Nettoyez et désinfectez

Lorsque vous aurez tout rangé, nettoyez avec soin les ustensiles, la vaisselle et les plans de travail. Si vous ne possédez pas de lave-vaisselle, utilisez du liquide vaisselle. Pour le reste de la cuisine, optez pour un désinfectant domestique. Vous détruirez ainsi les bactéries responsables d'infections alimentaires, dont font partie la salmonellose et le botulisme.

Enfin, lorsque vous voudrez terminer les restes, le lendemain ou le surlendemain, prenez soin de les réchauffer au plus vite. À peine sortis du réfrigérateur, au microonde ou dans une poêle, réchauffez tous les aliments cuisinés. Même chose plusieurs semaines plus tard, pour les aliments que vous aurez congelé.

GUINÉE-BISSAU

3 ministres absents pour l'investiture du nouveau gouvernement

Le président Embalo a nommé jeudi 9 juin un Gouvernement de 36 membres, dont 24 ministres et 12 secrétaires d'État. Mais lors de la cérémonie d'investiture ce vendredi, trois des ministres étaient absents.

Les ministres absents sont tous membres du PRS, le Parti de la rénovation sociale.

35 ministres, c'est quatre de plus que la précédente équipe. La plupart ont conservé leur portefeuille. Suzy Carla Barbosa est toujours ministre des Affaires étrangères, ou encore Botché Candé au ministère de l'Intérieur. Une nouvelle figure, Fernando Gomes, ancien procureur et conseiller juridique du président Umaro Sissoco Embalo, fait son entrée au ministère de l'Administration territoriale.

Quelques changements à noter : le



général Sandji Fati quitte la Défense pour le ministère de l'Agriculture. Il échange avec Marciano Silva Barbeiro. Aucun responsable du PAIGC, l'ancien parti au pouvoir, ne figure dans la nouvelle équipe.

Par décret ce vendredi, le Président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embalo, a limogé les trois ministres nommés la veille lors de la formation d'un nouveau gouvernement. "Il est

mis fin aux fonctions de ministre de MM. Tchernô Djalo (Éducation), Fernando Dias (Ressources naturelles) et Mario Fambe (Énergie et industries)", indique le décret.

Les trois ministres n'ont pas pris part à la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement vendredi "et n'ont fourni aucune explication justifiant leur absence", a précisé la présidence dans un communiqué.

Les trois ministres limogés sont tous membres du Parti de la rénovation sociale (PRS), une formation membre de la coalition au pouvoir, menée par le parti présidentiel Madem. Leur absence de la cérémonie d'investiture serait liée au mécontentement par la manière dont a été formé l'exécutif.

"Nous lui avons envoyé une liste de dirigeants sélectionnés pour faire partie du nouveau gouvernement. Il n'en a pas tenu compte. Il a fait ce que bon lui semble. Qu'il assume la suite", a déclaré vendredi à l'AFP un responsable du PRS sous couvert de l'anonymat.

Le Président Embalo avait annoncé le 16 mai la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives anticipées avant la fin de l'année. La date des législatives a été fixée au 18 décembre.

La dissolution du gouvernement avait entraîné la chute du gouvernement du Premier ministre Nuno Gomes Nabiam, qui a été reconduit dans ses fonctions une semaine après.

INDE

2 morts lors d'une manifestation contre des propos blasphématoires

La colère a submergé le monde musulman depuis qu'une porte-parole du parti du Premier ministre Narendra Modi a critiqué la relation entre le prophète et sa plus jeune épouse.

La police indienne a tué vendredi deux personnes et arrêté plus de 130 autres lors de manifestations organisées par des musulmans pour protester contre des propos jugés insultants pour le prophète Mohamed (qsssl).

Après la prière du vendredi, des musulmans sont descendus en masse

dans les rues pour condamner ces propos, et la police a ouvert le feu sur la foule dans la ville de Ranchi, dans l'est du pays. "La police a été forcée d'ouvrir le feu pour disperser les manifestants et certains ont été atteints par des balles, ce qui a conduit à la mort de deux personnes", a déclaré un policier qui a requis l'anonymat à l'AFP.

Selon les policiers, les manifestants ont défié l'ordre de ne pas marcher d'une mosquée vers un marché et lancé des bouteilles cassées et des

pierres lorsque la police a tenté de disperser le rassemblement. Les autorités ont coupé les connexions internet dans la ville et imposé un couvre-feu. La police de l'Uttar Pradesh a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les rassemblements, après que plusieurs manifestations ont eu lieu dans cet État du Nord. La plupart des manifestations se sont terminées de manière pacifique, mais dans certaines villes, les manifestants ont jeté des pierres sur la police et blessé au moins un policier.

BOLIVIE

L'ex-Présidente par intérim condamnée à dix ans de prison

L'ex-Présidente par intérim de Bolivie, Jeanine Añez, a été condamnée, vendredi 10 juin, à dix ans de prison pour avoir mené un coup d'État contre son prédécesseur de gauche, Evo Morales, en 2019.

Le tribunal de première instance de La Paz a décidé d'une peine de dix ans d'emprisonnement, à purger dans une prison pour femmes de La Paz, trois mois après le début du procès et quinze mois après le placement en détention provisoire de l'ancienne cheffe de l'État de droite. Les anciens chefs des forces armées, Williams Kaliman, et de la police, Yuri Calderon, tous deux en fuite, ont

écopé de la même peine.

Mme Añez, âgée de 54 ans, a été condamnée pour avoir accédé à la présidence de manière anticonstitutionnelle en novembre 2019, à la suite de la démission de Morales sur fond de manifestations de masse liées à de présumées fraudes électorales dénoncées par l'Organisation des États américains. L'ancienne cheffe de l'État doit par ailleurs être jugée dans le cadre d'un autre procès, pour "sédition, soulèvement armé et génocide" lorsqu'elle était Présidente par intérim. L'accusation de génocide fait suite à des plaintes de familles de victimes de la répression menée par les

forces de l'ordre à la fin de 2019 dans des fiefs de Morales, qui a fait 22 morts selon un groupe d'experts indépendants. Quasiment inconnue jusqu'à son arrivée au pouvoir, cette avocate de formation et ex-présentrice de télévision s'était proclamée Présidente intérimaire du pays andin le 12 novembre 2019, deux jours après la démission du Président Morales, élu Président pour un quatrième mandat en octobre 2019. La confusion avait entouré les résultats le donnant vainqueur, l'opposition avait crié à la fraude. Une explosion de violence avait suivi le scrutin, finalement annulé.

Agences

ÉTHIOPIE

Des négociations gouvernement-rebelles tigréens sous l'égide de l'UA ?

Se dirige-t-on vers des négociations en Éthiopie, entre le gouvernement d'Abiy Ahmed et les rebelles tigréens du TPLF, plus d'un an et demi après le début de la guerre au Tigré ? Il semble que le processus mené par l'Union africaine soit en passe de porter ses fruits. Une trêve humanitaire est en place depuis mars. Peut-on espérer plus ?

L'espoir est permis. Deux délégations doivent se réunir à la fin du mois de juin, sous l'égide de l'Union africaine et de son envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, Olusegun Obasanjo. Les discussions se tiendront probablement en Tanzanie. Plusieurs diplomates parlent de la ville d'Arusha.

Le format n'est pas complètement défini, mais plusieurs aspects devraient être discutés. Notamment l'acheminement de l'aide humanitaire, la signature d'un cessez-le-feu, ainsi que la reprise des services de base au Tigré, surtout l'électricité, le carburant et les télécommunications. À l'inverse, les revendications territoriales ne seront pas au menu.

Quelques diplomates se disent raisonnablement optimistes en vue de ces discussions. La porte-parole du Premier ministre d'Abiy Ahmed a encore répété cette semaine être entièrement engagée dans le processus de l'UA, sans néanmoins confirmer que de telles négociations allaient avoir lieu.

Agences

JM-2022

Sept boxeurs tunisiens présents à Oran

La boxe tunisienne sera représentée par sept boxeurs lors de la 19e édition des Jeux méditerranéens qu'abritera la ville d'Oran du 25 juin au 6 juillet 2022 et auxquels prendra part plus de 4.500 athlètes de 26 nations. Quatre boxeurs et trois boxeuses défendront les couleurs de la Tunisie lors du tournoi méditerranéen, a indiqué la directrice technique nationale à la Fédération tunisienne de boxe, Basma Arfa. Il s'agit de Mehdi Hajri (52 kg), Bilel Mhamdi (57 kg), Abdesslem Sassi (63 kg) et de Mohamed Aziz Touati, chez les garçons. Côté filles, figurent Wafa Hafsi (48 kg), Amel Chebbi (54 kg) et Meriem Homrani (60 kg). Selon la directrice technique nationale, les Jeux d'Oran constituent la première compétition officielle que disputera la sélection tunisienne depuis la trêve sportive mondiale imposée par l'épidémie liée à la Covid-19. "Au lendemain de l'allègement des restrictions imposées par la pandémie du coronavirus, la sélection nationale de boxe a entamé sa préparation en prévision de la principale échéance en vue, les Jeux Med d'Oran", a fait savoir Basma Arfa. La préparation avait débuté le 4 juin 2021 et seulement deux tournois amicaux ont été disputés en cours de route. Le premier tournoi a eu lieu en Algérie du 7 au 13 mai dernier et le second a été organisé dans la ville de Msaken en Tunisie du 26 mai au 2 juin avec la participation du Maroc et de l'Algérie. Les boxeurs tunisiens s'envoleront vers Oran le 23 juin en cours. Leur retour est prévu le 3 juillet, soit au lendemain des finales de la discipline.

COUPE NATIONALE MILITAIRE DE JUDO Les équipes de la 1^{re} RM messieurs et de la GN dames sacrées à Oran

Les judokas messieurs de la 1ère région militaire et leurs homologues dames du Commandement de la Gendarmerie Nationale (CGN), ont remporté la Coupe nationale militaire de judo, organisée à la salle omnisports du complexe sportif régional de la 2^e RM d'Oran.

Chez les messieurs, la formation de la 1ère RM a battu en finale l'équipe de la 2^e RM, alors que le podium a été complété par les équipes du commandement de la Gendarmerie nationale et la Garde républicaine.

Chez les dames, les judokates du commandement de la Gendarmerie nationale se sont imposées en finale devant celles du commandement des forces navales. Les deux médailles de bronze sont revenues respectivement à l'équipe du commandement des forces aériennes et de l'école d'application des services de santé militaire. La cérémonie de clôture a été présidée par le chef d'état-major de la 2^e RM, le général Nassir Bouhama, au nom du Commandant de la 2^e RM, en présence d'officiers supérieurs et cadres de l'ANP. Dans son allocution de clôture, le général Bouhama a relevé le cadre compétitif et sportif de cette compétition et le fair-play des athlètes. "Les bons résultats obtenus doivent constituer un stimulant pour déployer davantage d'efforts dans ce genre de sport pour bien préparer les capacités physiques de nos éléments et conserver les performances obtenues", a-t-il indiqué. Tout en félicitant les équipes gagnantes, le général Bouhama a exhorté les sportifs à poursuivre leur préparation et à consolider les résultats acquis et les améliorer pour enrichir leur palmarès au niveau national et international. 115 judokas (85 messieurs et 30 dames) représentant 17 équipes relevant différents commandements, des 6 régions militaires, des écoles et des unités de l'ANP ont pris part à cette compétition nationale.

APS

MERCATO

Un nouveau "come-back" pour Slimani?

Après un retour compliqué au Sporting CP, Islam Slimani devrait rebondir ailleurs. L'attaquant pourrait rejoindre son ancien entraîneur, Jorge Jesus, qui vient d'être nommé à la tête de Fenerbahçe.

L'avenir d'Islam Slimani au Sporting CP est incertain. Arrivé en janvier dernier chez les Leões, suite à son échec à l'Olympique Lyonnais, l'Algérien est devenu, en un laps de temps très court, indésirable auprès de son jeune entraîneur Rúben Amorim. Ce dernier souhaite "se débarrasser" de l'attaquant, durant le mercato estival, notamment après le différend entre les deux protagonistes.

Dernièrement, le nom de l'attaquant, qui fêtera ses 34 ans le 18 juin prochain, a été associé au club Saoudien, Al-Hilal et au nouveau promu en Premier League, Nottingham Forrest. Jorge Jesus, le nouveau coach de Fenerbahçe étudierait, lui aussi, le transfert du joueur qu'il a côtoyé au Sporting en 2015-2016. Ainsi, il pourrait rebondir en Turquie, au Fenerbahçe qu'il connaît déjà (2018-2019). Transféré



du CR Belouizdad en 2013, Islam Slimani a connu sa meilleure année en club au Sporting, sous la houlette du Portugais Jorge Jesus, qui a repris

l'équipe en 2015. L'international des Verts a fini la saison 2015-2016 avec 31 buts inscrits en 46 matches, avant d'être transféré à Leicester City.

Villarreal et le Betis sur les traces de Naïm Laïdouni

Sélectionné avec l'EN U-23 pour le tournoi Maurice-Revello, Naïm Laïdouni intéresse plusieurs formations françaises et espagnoles après sa prestation face au Japon. Selon les informations de Foot Mercato, le longiligne défenseur de Clermont intéresserait deux formations majeures de Liga. Titulaire face au Japon, Laïdouni a formé avec Reda Benchaa un solide duo défensif.

En fin de contrat stagiaire pro avec Clermont, le jeune défenseur, âgé de 19 ans, intéresserait plusieurs formations françaises et espagnoles à l'issue de sa prestation remarquée par les recruteurs présents sur place. Selon les informations de Foot Mercato, le longiligne défenseur (1,87m) intéresserait plusieurs formations de National 1 en France mais aussi quelques formations de

Liga, à savoir Villarreal, le Betis Séville et le Real Majorque. Sur le départ, cet intérêt pourrait ainsi devenir plus concret pour le défenseur central à l'issue des deux prochains matchs qui attendent les Verts au Festival international espoirs. Les protégés de Nouridine Ould Ali affronteront la Colombie au stade Parsemain de Fos-sur-Mer.

STADE DE SIG

Les tests techniques sur le réseau d'éclairage avancent très bien

Les essais techniques sur les réseaux d'éclairage du nouveau stade de Sig relevant du pôle sportif de la wilaya avancent d'une manière "très satisfaisante" quelques semaines avant le début de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM) prévus à Oran à partir du 25 juin courant, a appris l'APS auprès de la direction locale de la Jeunesse et des sports (DJS).

Le stade de Sig, qui abritera une partie des rencontres du tournoi de football (U-18) des JM, subit depuis quelques jours des essais techniques au niveau de son réseau d'éclairage. L'opération qui a concerné jusque-là 50 % dudit réseau

"a été concluante", a déclaré à l'APS, le premier responsable de la DJS, Lahcen Laadjadj.

"Cette opération va être clôturée mercredi prochain, jour fixé pour l'achèvement des tests engagés au niveau de tous les équipements du stade de Sig, tels les portiques électroniques au nombre de douze", a précisé M. Laadjadj.

Le stade en question est d'une capacité de 20.000 places. Dépourvue d'une piste d'athlétisme, cette enceinte footballistique, qui n'a pas encore été baptisée, fait partie d'un pôle sportif comprenant un stade d'athlétisme, une

piscine olympique et d'autres espaces dédiés aux activités sportives.

Ce stade à l'anglaise, possède des tribunes entièrement couvertes avec sièges et un revêtement en gazon naturel, comme il est doté de tous les équipements nécessaires, tels que le système de télésurveillance avec caméras, des portiques électroniques, quatre vestiaires et bien d'autres commodités. Concernant la piscine olympique de ce pôle sportif, elle va abriter les entraînements des sélections engagées dans le tournoi de Waterpolo (hommes) comptant pour les JM.

BAYWATCH :
ALERTE À MALIBU



21h00



A Malibu, le lieutenant Mitch Buchannon est le sauveteur le plus populaire et le plus efficace de la plage d'Emerald Bay. Alors que son équipe recrute de nouveaux membres, l'arrogant et sportif Matt Brody, venu de l'Iowa, se considère comme déjà embauché. Mais Buchannon, de la vieille école, a du mal avec le comportement de cette vedette de la natation. Par ailleurs, le sauveteur vient de trouver un sachet de drogues dure, le flakka, sur la plage et s'en ouvre au capitaine Thorpe, un fervent admirateur de Brody, qui le convainc de faire passer des essais au jeune homme.

PREMIÈRES VACANCES



21h00



Marion passe sa première soirée avec Ben, rencontré via une application pour célibataires. Les deux jeunes gens ne pourraient être plus dissemblables : Ben, issu d'une école de commerce, personnage extrêmement prudent resté très proche de sa famille, tranche un peu avec Marion, dessinatrice de bandes dessinées, qui vit en colocation avec ses fantasques meilleurs amis. Après une première nuit passionnée, Ben et Marion décident de modifier leurs projets de vacances respectifs pour partir ensemble en Bulgarie.

MEURTRES AU PARADIS



21h00



Gavin et Cherry, un couple de britanniques qui s'est installé à Sainte-Marie après avoir gagné à la loterie, reçoivent leur amis Danielle et Craig, qu'ils n'ont pas vu depuis des années. Lorsque que Danielle retrouve Cherry pour aller au spa, elle la découvre morte sur la pelouse de leur maison paradisiaque. Mais alors qu'elle appelle son mari Craig, le tueur, qui est toujours sur place, l'assomme. A son réveil, le cadavre de Cherry a disparu...

SECRETS D'HISTOIRE



21h00



Surnommé « le Prince savant » ou « le Prince navigateur », Albert Ier a contribué au rayonnement de Monaco : mécénat, curiosité scientifique et médicale, conscience des enjeux environnementaux. Açores, Caraïbes, Cap Vert, régions polaires de l'Arctique : il a passé trois décennies sur les mers du globe, démarquant les principales campagnes océanographiques de la fin du XIXe siècle. Ce pacifiste est intervenu auprès de l'empereur Guillaume II pour tenter d'éviter le premier conflit mondial. Stéphane Bern interroge Albert II de Monaco, son arrière-arrière petit fils et actuel souverain de Monaco, et nous convie dans les salons du palais princier de Monaco.

LA SELECTION
DE MIDI LIBRE

MIDNIGHT RUN



21h00



Parce qu'il refusait de se laisser soudoyer par le baron de la drogue Jimmy Serrano, Jack Walsh a dû quitter la police de Chicago. Devenu chasseur de primes, il doit retrouver Jonathan Mardukas, surnommé "The Duke", le comptable de Serrano, qui a distribué à des œuvres caritatives les quinze millions de dollars qu'il a dérobés à son employeur. S'il le ramène à Los Angeles avant cinq jours, Jack Walsh touchera cent mille dollars. Mais le FBI est également aux trousses de Mardukas ainsi qu'un chasseur de primes rival et les hommes de mains de Jimmy Serrano.

J'AI PERDU MON CORPS



21h00



Une main, détachée de son poignet, s'échappe d'un laboratoire pour entamer un voyage à travers la ville plein d'embûches (pigeons, rats, éboueurs, chiens et chutes). Elle veut retrouver son "propriétaire", Naoufel, qui grandit au Maroc puis s'est installé à Paris après qu'il est devenu orphelin. Vivant péniblement en faisant le coursier, le jeune homme à lunettes, passionné par la musique et les sons, assoiffé de liberté et d'indépendance, fait la connaissance de Gabrielle une jeune femme au travers d'un interphone. Bibliothécaire, la jeune fille aime à contempler, de ses yeux profonds, les paysages déserts de l'Antarctique.

MARIÉS AU PREMIER
REGARD



21h00



Une nouvelle fois, les experts Estelle Dossin et Pascal De Sutter ont analysé les profils de célibataires désireux de rencontrer l'âme soeur. Ils les ont soumis à une série de tests afin de leur trouver un ou une partenaire compatible. Cette saison, les mariages sont célébrés à Gibraltar, où les candidats sont loin de leurs habitudes. Cela va les obliger à sortir de leur zone de confort pour faire le grand saut vers l'inconnu. Quels couples trouveront le bonheur ? La science parviendra-t-elle à offrir le grand amour aux candidats ?

NEW YORK UNITÉ SPÉCIALE



21h00



Un homme d'affaires a été retrouvé mort dans son lit. Les enquêteurs de l'unité spéciale, immédiatement chargés de l'affaire, découvrent toute une panoplie sado-masochiste dans l'appartement du défunt et sur le lieu du crime. Le principal suspect dans cet assassinat serait l'amant de l'homme d'affaires, un joueur de football professionnel, qui cache soigneusement son homosexualité pour des raisons d'image. Mais au cours de l'enquête, les préférences sexuelles du sportif sont malencontreusement ébruitées. Aussitôt, le footballeur est agressé par des supporters homophobes...

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax :
023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax :
023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités
s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article
est interdite sans l'accord de
la rédaction. Les manuscrits,
photographies ou tout autre
document et illustration,
adressés ou remis à la
rédaction ne seront pas
rendus et ne feront l'objet
d'aucune réclamation.

Fadjr	03:36
Dohr	12:48
Asr	16:39
Maghreb	20:10
Icha	21:59

REVIREMENT ESPAGNOL SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

LE PARTI CIUDADANOS QUALIFIE SANCHEZ DE "DANGER PUBLIC"

La dirigeante du parti politique espagnol Ciudadanos, Inès Arrimadas, a qualifié dimanche le chef du gouvernement, Pedro Sanchez, de "danger public", à la suite de son revirement dans le dossier du Sahara occidental et la décision de l'Algérie de suspendre le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne.

"La politique étrangère d'un pays est quelque chose qui n'appartient pas à un président du gouvernement, car c'est l'image de l'Espagne. Cela peut avoir des conséquences géopolitiques très graves", a déclaré Mme Arrimadas dans une interview publiée par *La Razon*, qualifiant Pedro Sanchez de "danger public à la Moncloa", siège du gouvernement.

La cheffe du parti a averti que les conséquences du revirement de Pedro Sanchez dans le dossier sahraoui et les "dommages" causés par son gouvernement, dureront dans le temps, même après le départ de celui-ci.

Samedi, le président du Parti populaire (PP, opposition), Alberto Nunez Feijoo, avait indiqué que le seul résultat du revirement du Premier ministre espagnol concernant le conflit au Sahara occidental, est "la plus grande crise diplomatique avec l'un des pays stratégiques pour l'Espagne, qui est l'Algérie".

Le gouvernement de Sanchez "a porté un coup sans précédent à la politique étrangère de l'Espagne", a encore critiqué le dirigeant du PP, regrettant que "ce sont les Espagnols qui iront payer les conséquences de cette mauvaise gestion".

L'ensemble de la classe politique espagnole a dénoncé la politique de Pedro



Sanchez vis-à-vis du conflit au Sahara occidental, où il a réitéré son soutien au sinistre "plan d'autonomie" du Maroc lors de sa dernière intervention au Congrès, portant un sérieux coup aux efforts des Nations unies et du nouvel envoyé personnel du secrétaire général et contribuant directement à la dégradation de la situation au Sahara occidental et dans la région. Après que l'Algérie ait décidé de procéder à la suspension "immédiate" du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qu'elle a

conclu le 8 octobre 2002 avec Madrid, l'Exécutif espagnol s'est immédiatement plaint auprès de la Commission européenne. A ce propos, le journaliste espagnol, Ignacio Cembrero, a dénoncé dans un tweet le "deux poids, deux mesures" de Madrid. "L'Espagne eut aussi des raisons de se plaindre du Maroc (fermeture des douanes de Melilla, discrimination aux ports d'Andalousie, l'affaire d'espionnage Pegasus, etc.), mais elle ne le fit pas. Deux poids, 2 mesures?", s'est-il interrogé.

SOMMET AFRICAIN DE LA SÉCURITÉ CYBERNÉTIQUE LES 16 ET 17 NOVEMBRE

L'ALGÉRIE ACCUEILLERA LA 3^e ÉDITION

L'Algérie accueillera la 3^e édition du Sommet africain de la sécurité cybernétique (ACSS) les 16 et 17 novembre sous le thème "Une Afrique numériquement sécurisée", en présence de plus de 1.000 participants représentant plus de 60 pays, ont annoncé dimanche à Alger les organisateurs du sommet.

Fondateur et président du sommet, Mehdi Zakaria a indiqué, lors d'une conférence de presse, que ce rendez-vous continental, organisé en collaboration avec la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) et le Syndicat national du patronat citoyen du numérique (SNPC), vient affirmer "la place de l'Algérie comme leader africain en sécurité cybernétique".

Les participants, ajoute M. Zakaria, sont des "experts et des spécialistes dans la sécurité cybernétique et les TIC, outre des industriels, des éditeurs, des chercheurs et des chefs d'entreprise".

Le "sommet se veut une occasion pour la découverte des dernières avancées technologiques, l'échange des expériences, l'examen des opportunités de partenariat, le renforcement des échanges au sein de l'écosystème de la sécurité cybernétique en Afrique", a précisé le responsable.

D'autres thèmes seront évoqués, à l'occasion, dont le renforcement des résolutions juridiques et de la coopération africaine, le leadership en matière de sécurité cybernétique et la protection des données personnelles. Pour sa part, le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed-Sami Agli, a mis en avant "l'importance majeure" que revêt l'événement, rappelant que la sécurité cybernétique était "l'un des défis les plus importants que confrontent les entreprises" dans les différents secteurs

d'activité. Le sommet permettra de mettre la lumière sur "les innovations algériennes et africaines", a-t-il fait savoir, ajoutant que le secteur est "un véritable levier de la croissance économique et de la capacité compétitive". Intervenant à l'occasion, le président du Syndicat national du patronat citoyen du numérique (SNPC), Souhil Guessoum, a souligné l'importance de ce sommet, car, dit-il, la "maîtrise de la sécurité cybernétique était synonyme de la protection des biens, des réalisations, de la souveraineté tout en amorçant le développement". Cet événement continental verra l'inauguration d'un village des startups "pour la promotion des projets innovants en matière de sécurité cybernétique permettant aux entreprises des jeunes d'échanger les connaissances avec les partenaires participant au sommet", a expliqué M. Guessoum.

ÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FAF

Saâdane s'implique

Le successeur de Charaf-Eddine Amara à la présidence de la Faf est le sujet qui fait l'actualité sur les réseaux sociaux. L'ancien sélectionneur national Rabah Saâdane donne son avis à propos du profil de celui qui présidera la première instance du football national.

Après avoir annoncé sa démission de la présidence de la Faf, le clap de fin approche à grands pas pour Charaf-Eddine Amara. Sa démission sera entérinée le 16 juin prochain, à l'occasion de la tenue de l'assemblée générale ordinaire du bureau fédéral. La préparation pour l'assemblée générale électorale pour le 7 juillet prochain sera aussi à l'ordre du jour de l'AGO. Jusqu'au moment où nous mettons sous presse, seul Amar Bahloul s'est porté candidat pour la prochaine AG électorale. On parle également de Djahid Zefizet et Walid Saïd, mais rien de concret. Le retour de l'ancien homme fort à la Faf Mohamed Raouraoua est également évoqué. Rabah Saâdane donne son avis à propos du successeur de Charaf-Edinne Amara à la présidence de la Faf. Il affirme que ce dernier devra être très expérimenté pour occuper le poste de premier homme à l'instance de Dely-Brahim. "On a besoin d'un président ayant une très grande expérience. Quelqu'un qui a de solides relations à la Caf mais aussi au niveau de la Fifa. On a aussi besoin d'un homme compétent qui maîtrise bien les différentes procédures légales et administratives", dira-t-il, dans une déclaration accordée à nos confrères d'Ennahar. Le "cheikh" commente indirectement l'éventuel retour de Mohamed Raouraoua. Une information qui fait le buzz sur les réseaux sociaux. "Le retour d'un ex-président fera du bien à la Faf. Mais je pense que ce serait idéal de le nommer comme conseiller afin de bénéficier de sa grande expérience", a-t-il indiqué. "Je pense qu'il vaut mieux faire confiance pour un jeune. Où sont Blatter et Platini? Il est préférable de miser sur les jeunes compétences". "On a une mauvaise habitude en Algérie; critiquer juste pour critiquer. Personnellement, je ne peux pas soutenir un homme qui ne répond pas au profil pour présider la Faf. C'est ma conviction", a conclu Rabah Saâdane.

WILAYAS DU CENTRE ET DE L'OUEST

Températures caniculaires lundi et mardi

Des températures caniculaires, pouvant atteindre 46 degrés, affecteront lundi et mardi des wilayas du centre et de l'ouest du pays, annonce l'Office national de la météorologie (ONM) dans un bulletin météorologique spécial (BMS). Les wilayas concernées par ce phénomène de niveau de vigilance orange, sont Sidi Bel-Abbès, Relizane, Chlef et Aïn-Defla, où la température prévue oscillera entre 43 et 46 degrés, précise le BMS, soulignant que la validité s'étalera du lundi au mardi au moins.